

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera  
**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte  
**Band:** 10 (1960)  
**Heft:** 2  
  
**Artikel:** Le tirage des quotidiens de Paris sous la monarchie de Juillet  
**Autor:** Aguet, Jean-Pierre  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-79848>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## LE TIRAGE DES QUOTIDIENS DE PARIS SOUS LA MONARCHIE DE JUILLET

Par JEAN-PIERRE AGUET

Un jour viendra, sans doute, où il sera possible d'écrire une histoire de la presse sous la monarchie de Juillet, à commencer par l'histoire des journaux qui exercèrent le plus d'influence à cette époque: les quotidiens de Paris. Pareille entreprise exige des travaux préparatoires, dont on a peine à mesurer actuellement l'ampleur. Cette note — c'est là sa première raison — se veut l'un de ces travaux en visant à éclairer dans la mesure du possible, un aspect limité de la question, le problème des tirages des quotidiens de Paris et de la répartition de leurs abonnements entre la capitale et les départements, problème dont il est inutile de souligner l'importance dans le diagnostic de vitalité qu'on peut porter sur ces périodiques.

Au lecteur familier du règne de Louis-Philippe, il a été possible de remarquer que, souvent, dans des travaux divers, qu'il s'agisse notamment des premières recherches d'Hatin<sup>1</sup>, si précieuses encore, de l'ouvrage général de Georges Weill<sup>2</sup>, de l'article bibliographique essentiel de Georges Bourgin<sup>3</sup>, des études plus récentes, centrées sur un autre point particulier de l'histoire de la presse, d'I. Collins<sup>4</sup>

<sup>1</sup> E. HATIN, *Bibliographie historique et critique de la presse périodique française...*, Paris, 1866, et *Histoire politique et littéraire de la presse en France*, t. VIII, Paris, 1861.

<sup>2</sup> GEORGES WEILL, *Le Journal. Origines, évolution et rôle de la presse politique*, Paris, 1934 («L'Évolution de l'Humanité», n° 94).

<sup>3</sup> G. BOURGIN, dans *Bulletin of the International Committee of Historical Sciences*, 1934, vol. VI, n° 22, p. 26—70.

<sup>4</sup> IRÈNE COLLINS, *The Government and the Press in France during the Reign of Louis-Philippe*, dans *English Historical Review*, vol. LXIX, n° 271, avril



ou encore de l'introduction érudite donnée à son importante étude par H.-T. Deschamps<sup>5</sup>, on a fait état de chiffres de tirages, de façon isolée, dispersée. On sait combien un chiffre, ainsi situé, perd de signification. Cela peut expliquer que nous ayons voulu — seconde raison de cette note — reprendre et tenter de coordonner, de façon systématique, ces chiffres de tirages en remontant aux sources possibles, c'est-à-dire à des tableaux établis par divers services administratifs de la monarchie de Juillet, tableaux conservés aux Archives nationales de France, d'ailleurs connus des historiens, mais à notre connaissance, non encore exploités de cette manière. En pénétrant en un tel terrain, on devrait traiter une question préliminaire, celle de la méthode: cela nous aurait entraîné trop loin et sur un plan trop théorique; nous avons donc préféré laisser le lecteur juge de l'éventuel apport méthodologique que nous avons pu constituer, tout en rappelant, ici, la place accordée à juste titre à la recherche des chiffres de tirages dans les questionnaires d'enquêtes élaborés ces dernières années dans le but de promouvoir des études systématiques d'histoire de la presse<sup>6</sup>.

Par ailleurs, en nous fondant sur des documents d'archives, nous avons l'intention — troisième raison de cette étude — de chercher à sortir d'une sorte de cercle vicieux, à dépasser ce que l'on pourrait appeler des lieux communs qui se retrouvent répétés de livre en livre, touchant notamment à l'histoire de la presse sous le règne de Louis-Philippe, lieux communs qui paraissent particulièrement vivaces et, trop souvent, donnent une optique fausse

---

1954, p. 262—282, et *The Government and the Newspaper Press in France. 1814—1881*, Oxford University Press, 1959, chap. VII—VIII, p. 60—99.

<sup>5</sup> HENRY-THIERRY DESCHAMPS, *Notice préliminaire. La presse politique française de 1839 à 1848*, dans *La Belgique devant la France de Juillet. L'opinion et l'attitude française de 1839 à 1848*, Paris, 1956 (Bibliothèque de la Faculté de philosophie et de lettres de l'Université de Liège, fascicule 137), p. LIX—C.

<sup>6</sup> Notamment, établi par JACQUES KAYSER, le *Questionnaire de l'Institut français de la Presse sur les journaux en province sous la III<sup>e</sup> République (1870—1939)*, dans *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement public*, juin 1955, p. 463—466, et l'article du même auteur, *La Presse et l'Information. Programme général de recherche*, dans *Annales*, 10<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 4, octobre-décembre 1955, p. 547—553.

ou déformée des choses. Mais, vu les faiblesses de la bibliographie actuelle, tant sur l'histoire de la presse sous la monarchie de Juillet que sur l'histoire de ce régime proprement dit, force nous a été d'user de certains de ces lieux communs, bien contre notre gré. Il n'en reste pas moins que, sur plus d'un point, un dépassement a pu être réalisé, modifiant, encore que modestement, des perspectives trop souvent cristallisées.

Cette absence même de documentation un peu complète nous a aussi amené à formuler — quatrième raison de cette note — certaines hypothèses de travail, à avancer, sous toutes réserves, certaines interprétations, à suggérer quelques voies de recherche à explorer ou quelques vérifications approfondies à accomplir, ce qui tend à accuser le caractère de mise au point de cet article, mais aussi à montrer combien les lacunes sont grandes dans cet ordre de recherches.

En bref, dans cette note, il s'est agi d'exploiter, dans la mesure du possible, les quelques données que nous fournissent des dossiers d'archives peu nombreux, tout en cherchant, non sans tâtonnements, à les analyser méthodiquement et à en donner une explication aussi valable que possible. Vu que tout paraît à faire dans ce secteur de la recherche, il nous a paru plus utile de tenter cette «opération de reconnaissance», en cherchant à interpréter ici ces indices peu nombreux, plutôt que de les considérer comme inutilisables, en raison même de leur nombre trop réduit. Leur valeur, en effet, nous a paru trop précieuse pour être ainsi négligée, surtout qu'il s'agit de compléter l'histoire d'une époque peu favorisée, tout au moins en ce qui concerne l'histoire parisienne, dans le domaine archivistique. Les raisons majeures de ce travail se trouvent ainsi indiquées : ses limites s'arrêtent à l'étude de la presse quotidienne de la capitale française entre 1830 et 1848.

## I. ETAT DES ARCHIVES

Nous avons examiné et exploité de façon aussi systématique que possible, aux Archives nationales de France, les dossiers cités ci-dessous, qui nous ont donné les indications de base de ce travail :

Sur le *problème des tirages*, dans la *série BB 17 A* (cabinet du Garde des Sceaux) les dossiers: 99/14 contenant une série de tableaux émanant de l'administration de l'enregistrement et des domaines. Le titre même de ces pièces en indique clairement le contenu: «Tableau du nombre d'exemplaires auquel se tirent chaque jour les écrits périodiques ci-après en prenant pour base la quantité de papier soumise au timbre dans le cours d'un mois.» Ces tableaux donnent successivement des chiffres moyens d'exemplaires par jour pour chaque périodique en 1836 (moyenne annuelle) et, de mois en mois, de janvier à novembre 1837 (moyennes mensuelles). Les quotidiens et les autres périodiques sont énumérés sans distinction. 103/4: autre série de tableaux établis de façon identique et donnant des nombres moyens d'exemplaires par jour pour chaque périodique en 1837 (moyenne annuelle) et, de mois en mois, de janvier à juillet 1838. 118/1: mêmes tableaux et mêmes données pour 1840 (moyenne annuelle) et, de mois en mois, pour janvier à novembre 1841. 145/1: un changement a été apporté au titre des tableaux de cette série: «Tableaux du nombre d'exemplaires auquel se tirent chaque mois les écrits périodiques ci-après soumis à la formalité du timbre.» Ainsi les chiffres des tirages sont donnés globalement pour le mois entier, sans qu'une moyenne d'exemplaires par jour ait été tirée<sup>7</sup>. Les journaux sont groupés par ordre des tirages, du plus élevé au plus bas, en se fondant sur la moyenne annuelle d'exemplaires par jour de 1845. Les quotidiens restent cependant mêlés aux autres écrits périodiques. Ce dossier donne, outre la moyenne annuelle de 1845, le «nombre d'exemplaires tirés chaque mois», de janvier à novembre 1846.

Sur le *problème des expéditions postales dans les départements et des abonnements provinciaux*, une autre série de dossiers, émanant de l'administration des postes royales, donnent des renseignements concernant les distributions dans tous les départements à l'exception

<sup>7</sup> Il nous a donc été nécessaire de calculer la moyenne mensuelle d'exemplaires par jour pour les mois en question, en faisant probablement le travail des «statisticiens» de l'administration. Comme tous les quotidiens paraissaient, sauf exceptions, tous les jours y compris le dimanche, le calcul était aisé. En 1846, les fonctionnaires sont-ils débordés de travail qu'ils ne donnent plus que des éléments bruts?

de celui de la Seine, renseignements plus largement répartis dans le temps que ce n'est le cas pour les tirages. Le dossier *BB 30 268* est d'une importance particulière, parce qu'il contient un «Etat général par bureaux et départements des journaux expédiés par l'administration des postes». Selon la suscription figurant sur sa couverture, cet état daterait de 1820, ce qui est plus que douteux, vu les journaux mentionnés, qui sont les plus importants quotidiens du début de la monarchie de Juillet, au nombre de 20. Plus précisément, la date à affecter à ces renseignements paraît être le début de 1832<sup>8</sup>. Cette pièce donne des indications, département par département, par ordre alphabétique, bureau par bureau, et ajoute des chiffres sur les expéditions dans les pays étrangers. On peut ainsi connaître, outre la répartition géographique de ces expéditions, renseignement de valeur, le total des exemplaires distribués hors de Paris et du département de la Seine. Des indications analogues se retrouvent dans les dossiers de la série *BB 17 A* suivants : 86/8 qui contient une «nomenclature des journaux quotidiens et ouvrages périodiques qui ont été expédiés par la poste dans le mois de mai 1834 avec le nombre présumé de leurs abonnés dans les départements». Se trouvent donc mentionnés, dans ce tableau, des nombres «présumés» d'abonnés, d'une part, des quotidiens, d'autre part, des autres périodiques, pour les mois d'avril et mai 1834. 90/4 contient des tableaux analogues pour les mois de juin à décembre 1835 ; 92/2, pour les mois de janvier à octobre 1836 ;

<sup>8</sup> Entre le 26 janvier, date à laquelle commença à paraître la *Constitution de 1830*, et le 20 avril, date à laquelle cessa de paraître le *Globe* saint-simonien, ou la date, imprécise, à laquelle s'interrompit la parution de la *Révolution* qui devait devenir le *Bien Public*. Les journaux mentionnés sont en effet le *Constitutionnel*, le *Journal des Débats*, le *Temps*, la *Gazette de France*, le *Courrier Français*, la *Quotidienne*, le *National*, le *Globe*, la *Révolution*, qui dût commencer à paraître après la révolution de juillet 1830, le *Messenger des Chambres*, le *Courrier de l'Europe*, qui paraît dès le 1<sup>er</sup> février 1831, l'*Echo Français*, le *Journal du Commerce*, le *Moniteur Universel*, la *Tribune*, le *Figaro*, la *France Nouvelle*, la *Constitution de 1830*, le *Corsaire* ; il ne nous est pas possible de nous rallier à la date proposée par I. COLLINS, *op. cit.*, p. 54, note 1, et p. 58, qui date le document de 1830 et cite les chiffres en question comme d'avant les Trois Glorieuses. Cela est, en effet, impossible en raison de la présence, dans les quotidiens cités, de certains qui, manifestement, parurent plusieurs mois après le début du régime de Louis-Philippe.

100/15, pour septembre à décembre 1837; 104/2, pour les mois de décembre 1837 à décembre 1838; 109/2, pour les mois de décembre 1838 à avril 1839, de juin à septembre 1839 et de novembre et décembre 1839; 115/11, pour les mois de novembre et décembre 1840 (dès ce tableau, le classement des «quotidiens et ouvrages périodiques» est établi par ordre alphabétique, à l'inverse de l'énumération imprécise des tableaux précédents); 118/2, pour les mois de mars à juin et d'octobre à décembre 1841; 148/1, pour les mois de novembre et décembre 1846, de janvier et février, et de juillet et août 1847.

## II. LIMITES D'EXPLOITATION

Quelles sont les limites dans lesquelles ces dossiers d'archives peuvent être exploités? Quelle est la nature des renseignements qui s'y trouvent contenus? Comment et dans quelle mesure peuvent-ils être utilisés? Quelles sont les réserves qu'il importe de formuler, et les lacunes dont il faut tenir compte? Essentiellement, les chiffres dont nous pouvons disposer sont soit des moyennes annuelles, soit des moyennes mensuelles d'exemplaires tirés ou distribués dans les départements, par jour: nous n'aurons donc jamais affaire au chiffre journalier du tirage effectif et des exemplaires réellement servis à des abonnés de province, d'où cette épithète de «présumé» que nous sommes amenés, dès lors, à utiliser.

Sur la question des tirages présumés, les renseignements sont assez peu nombreux: la moyenne annuelle de 1836, la moyenne annuelle et les chiffres moyens mensuels de janvier à novembre 1837, les moyennes mensuelles de janvier à juillet 1838, comme premier groupe de données. Un second groupe est formé par la moyenne annuelle de 1840 et les chiffres moyens des mois de janvier à novembre 1841. La moyenne annuelle de 1845 et les chiffres moyens mensuels de janvier à novembre 1846 constituent le troisième groupe. Les tableaux comportent, outre les chiffres concernant chacun des quotidiens et autres périodiques paraissant aux dates indiquées, les chiffres globaux de tous les tirages présumés énumérés, établis sans distinction entre catégories, totaux qui peuvent donner une série d'estimations quant à l'évolution générale des tirages. Il n'en reste



pas moins qu'il y a des lacunes évidentes, notamment sur les premières années de la monarchie de Juillet : les informations portent à peine sur sept des dix-huit années du règne de Louis-Philippe.

Relativement plus nombreuses sont en revanche les données sur les expéditions postales et les abonnements présumés dans les départements. En effet, aux renseignements qu'on peut dater du début de 1832 — très circonstanciés encore que portant sur un nombre limité de quotidiens — s'ajoute un groupe, constitué de moyennes mensuelles uniquement, qui s'étend, avec quelques interruptions plus ou moins importantes<sup>9</sup>, d'avril 1834 à décembre 1841. Cette continuité relative est précieuse, laquelle se trouve complétée par un second groupe de chiffres : novembre et décembre 1846, janvier et février, juillet et août 1847 qui fournissent des estimations pour la fin de la monarchie de Juillet. Là aussi nous avons à faire, en plus des chiffres d'abonnements extérieurs de chacun des périodiques cités, à des chiffres fixant les abonnements extérieurs de l'ensemble des périodiques — quotidiens ou autres — figurant sur les tableaux, ce qui peut également donner une idée du mouvement auquel durent faire face les postes royales et de l'évolution de celui-ci.

Avant de déterminer les limites d'exploitation de ces renseignements fragmentaires, une question peut retenir l'attention : d'où viennent ces chiffres ? Les informations ont été recueillies, semble-t-il, dans deux buts principaux : — dans le but de renseigner, sur leur demande, tant le procureur général de Paris que le cabinet du Garde des Sceaux, ministre de la Justice, désireux de se faire une idée de l'extension des activités de presse dans un but d'ordre public et de sécurité intérieure ; — dans un but plus directement d'estimation statistique et peut-être de rendement administratif, soit dans le cas de l'administration de l'enregistrement et des domaines, délimitant ainsi l'extension de l'application de l'impôt sur le timbre dans le cas précis des périodiques parisiens, soit dans celui des postes royales, relevant l'importance des quantités de feuilles expédiées en province par leurs soins.

<sup>9</sup> Les interruptions en question sont les suivantes : juin 1834—mai 1835 ; novembre 1836—août 1837 ; mai-octobre 1839 ; janvier—octobre 1840 ; janvier et février 1841 ; juin et juillet 1841 ; septembre 1841.

Comment ces chiffres ont-ils été calculés? En ce qui concerne les tirages, on sait simplement que les chiffres indiqués ont été établis «d'après les quantités de papier soumises au timbre avant l'impression<sup>10</sup>», «en prenant pour base les quantités de papier soumises au timbre dans le courant d'un mois<sup>11</sup>». Qu'est-ce à dire, sinon que ces chiffres ne donnent qu'une estimation précise sur les quantités de papier — globales — que les journaux se sont procurées, de mois en mois, en acquittant le droit de timbre, pour leurs éditions. Ce qui ne veut pas dire que le tirage corresponde réellement à l'estimation en question. En effet, les courbes qu'il est possible de construire avec ces nombres présentent un profil en dent de scie — assez régulier dans nombre de cas — qui accuse, semble-t-il, le fait qu'il s'agit de quantités globales à l'achat qui correspondent à des besoins de mois en mois, mais non de chiffres de tirages réels. Le tirage précis à telle ou telle date ne pourrait être connu en effet que par les fiches techniques établies dans les ateliers d'imprimerie ou les administrations de journaux, fiches qui sont quasi-inexistantes dans les dossiers d'archives consultés<sup>12</sup>.

En ce qui concerne les abonnements présumés distribués dans les départements, leur mode de récolte et de calcul par l'administration des postes n'est pas connu. Les chiffres sont cependant d'une grande importance, si l'on considère la nature particulière de la distribution des journaux de cette époque: la vente au numéro y est rare sinon exceptionnelle, surtout en province. En revanche, pratique habituelle est celle de l'abonnement, cela particulièrement dans les départements où des abonnements sont servis soit à des particuliers, soit à des cabinets de lecture, clientèle sans doute non négligeable.

L'état même de ces données, tant sur les tirages que sur les abonnements en province, nous conduit à chercher dans quelle

---

<sup>10</sup> AN BB 18 17 A 99/14, lettre du proc. gral., Paris, au G. des Sceaux, 13 juin 1837.

<sup>11</sup> Formule tirée du titre des pièces AN BB 17 A 99/14, 103/4, 118/1.

<sup>12</sup> Citons une exception: nous avons retrouvé quelques fiches techniques dans le dossier AN F 18 329 A, concernant l'histoire administrative du *Constitutionnel*, où se trouvent des bulletins de caisse des 19 avril, 6 et 7 septembre 1829, donnant des chiffres de tirages techniquement réalisés.

mesure elles sont exploitables et comparables. On considérera peut-être que travailler sur des bases aussi fragmentaires, aussi réduites est faire preuve d'une audace particulière; plus encore, que vouloir comparer — là où c'est possible — deux séries de renseignements fragmentaires, incomplets. Il ne faut pas oublier cependant que les données dont nous faisons état sont, pour le moment, les seules disponibles pour nous renseigner sur ces points précis de l'histoire de la presse sous la monarchie de Juillet. Dans cette situation, autant chercher à exploiter ces données, quitte, d'une part, à s'armer de prudence et à laisser des points d'irrésolution, là où c'est nécessaire, d'autre part, à formuler certaines hypothèses que l'exploitation future d'autres documents pourraient rendre valables ou caduques.

Si donc on veut comparer tirages et abonnements extérieurs, on trouve des coïncidences entre les deux séries sur des périodes limitées. Si l'on s'en tient aux moyennes mensuelles, les concomitances sont les suivantes: — septembre, octobre, novembre 1837; janvier à juillet 1838; — mars à juin, octobre et novembre 1841; novembre 1846; ce qui est finalement si limité que cela en est quasiment inutilisable. Force nous est, pour étendre les limites d'une comparaison, de recourir aux moyennes annuelles des expéditions extérieures d'abonnements qu'il est possible de calculer pour les comparer aux moyennes annuelles de tirages données dans les tableaux ou calculées sur la base des données fournies. Sur cette base, on obtient une courte série pour les tirages — 1836—1837—1838, 1840 et 1841, 1845 et 1846 — une série plus longue pour les abonnements — de 1834 à 1841, 1846—1847 —. Il faut cependant noter que les bases de calculs des premières comme des secondes ne sont pas rigoureusement homogènes<sup>13</sup>. Ces réserves notées, sont comparables les moyennes des années 1836, 1837, 1838, d'une part, 1840 et 1841, d'autre part, et enfin 1846.

<sup>13</sup> Dans le détail, en ce qui concerne cette relative absence d'homogénéité, les choses s'établissent ainsi: *Tirages*: moyenne de 1836 donnée dans le tableau; 1837, donnée; 1838, calculable sur 7 chiffres; 1840: donnée; 1841, calculable sur 11 chiffres; 1845, donnée; 1846, calculable sur 11 chiffres. *Abonnements*: aucune moyenne annuelle n'est donnée dans les tableaux; elle est calculable pour 1834, sur 2 chiffres; pour 1835, sur 7; pour 1836, sur 10; pour 1837, sur 4; pour 1838, sur 12; pour 1839, sur 10; pour 1840, sur 2; pour 1841, sur 7; pour 1846, sur 2; pour 1847, sur 4.



En conclusion, il ressort surtout de l'examen de ces données que ces chiffres qui vont être pris en considération et exploités, ne peuvent être que des estimations et ne doivent, en aucun cas, être pris comme des chiffres absolus, vrais techniquement parlant; d'où, encore une fois, l'aspect souvent hypothétique de certaines explications.

Il reste à énumérer les quotidiens parisiens pris en considération dans cette note. Il s'agit, avant tout, des quotidiens les plus importants quant au tirage ou quant au rôle politique. Ainsi, nous avons laissé de côté des quotidiens comme la *Gazette des Tribunaux* ou le *Droit*, plus proprement réservés à l'information et aux chroniques judiciaires, en dépit de chiffres de tirages qui dépassèrent plus d'une fois ceux de quotidiens politiques. Cependant, nous ne nous sommes pas contentés de retenir les journaux qui ont paru pendant toute la durée de la monarchie de Juillet, mais aussi certaines feuilles qui ne parurent que pendant quelques années — comme le *Temps*, le *Bon Sens*, l'*Esprit public* ou l'*Epoque* — ou encore des journaux au tirage et à la distribution extérieure relativement faible, en raison de l'intérêt de leur contenu — comme le *Charivari* ou l'*Estafette* — ou en raison de leur situation particulière par rapport à d'autres journaux — comme le *Messenger des Chambres* ou le *Moniteur Parisien*. En bref, la liste que nous avons établie n'est pas exhaustive, mais se veut toutefois représentative des principales tendances politiques ou d'opinion qui se manifestèrent alors. Ce sont les quotidiens suivants :

le <i>Bon Sens</i>	la <i>France</i> (ex-Brid'Oison)	le <i>National</i>
le <i>Charivari</i>	la <i>Gazette de France</i>	la <i>Patrie</i>
le <i>Constitutionnel</i>	le <i>Journal de Paris/France</i>	la <i>Presse</i>
le <i>Corsaire</i>	<i>Nouvelle</i>	la <i>Quotidienne</i>
le <i>Courrier Français</i>	le <i>Journal des Débats</i>	la <i>Réforme</i>
la <i>Démocratie Pacifique</i>	le <i>Journal du Commerce</i>	le <i>Siècle</i>
l' <i>Echo Français</i>	le <i>Journal général de France</i>	le <i>Temps</i>
l' <i>Epoque</i>	le <i>Messenger des Chambres</i>	l' <i>Union Monarchique</i>
l' <i>Esprit Public</i>	le <i>Moniteur Parisien</i>	l' <i>Univers</i>
l' <i>Estafette</i>	le <i>Moniteur Universel</i>	

Les dossiers d'archives ainsi décrits et les limites de leur exploitation ainsi définies, peut-être est-il nécessaire, avant toute ex-

ploitation, de mettre les données dont il va être fait usage, en rapport, d'une part, avec les événements principaux de l'histoire politique et parlementaire de la monarchie de Juillet, d'autre part, surtout, avec les faits marquant de l'histoire de la presse, plus précisément de la presse parisienne pendant cette période, cela au moyen de simples repères, de simples allusions à des faits connus, qui permettent de situer le contexte des renseignements qui seront mis en œuvre.

### III. LE CONTEXTE

1834—1841, 1845—1847, tels sont les groupes de données qu'il faut situer dans le contexte de la monarchie de Juillet, sur le plan politique et parlementaire<sup>14</sup>. Elles doivent d'abord être mises en rapport avec les événements qui se produisirent dans la période qui suivit la première stabilisation du régime, période successivement marquée par les violents coups de boutoir sociaux et politiques portés par les ouvriers et les républicains contre le régime à la fin de 1833 et au début de 1834, et par la très dure répression qui suivit les insurrections — concrétisée notamment par le procès des accusés d'Avril, puis par l'affermissement autoritaire que représentent les lois de septembre qui instituèrent un nouveau régime légal en matière de liberté politique et d'opinion. Il s'agissait nettement, dans l'optique des hommes de la «résistance», qui se succédèrent au pouvoir au gré des diverses coalitions gouvernemen-

<sup>14</sup> Les sources principales des paragraphes qui suivent sont les ouvrages traditionnels traitant de l'histoire de la monarchie de Juillet — Thureau-Dangin, Charléty notamment. Est-il permis de dire ici combien ce sont des instruments d'un autre âge de l'historiographie et d'un usage limité pour toute sorte d'étude sortant des cadres habituels, notamment pour toute étude d'opinion, de mentalité, en rapport avec une analyse de la presse de ce temps? On ne peut que noter combien serait nécessaire une histoire plus «moderne» du règne de Louis-Philippe. Ce travail ne pourrait-il être tenté par une équipe? Ou ce travail est-il jugé trop difficile, ou encore n'offrant que l'intérêt de la grisaille et des petits conflits bourgeois? L'optique défendue par CH. MORAZÉ dans ses *Bourgeois Conquérants*, si discutable soit-elle, devrait faire changer d'avis sur ce point, comme d'ailleurs les suggestives hypothèses de travail exposées par JEAN LHOMME, dans *La Grande Bourgeoisie au pouvoir (1830—1880)*, Paris, 1860.

tales, d'assurer un assainissement relatif de l'atmosphère, en cherchant à protéger les institutions et en poursuivant une politique conservatrice<sup>15</sup>. Cependant, dès 1837, les incidents se multiplièrent sur le plan parlementaire, qui montrèrent l'ambiguïté même de ces tentatives, au moment où le pouvoir était disputé entre le roi et les principaux hommes politiques de la monarchie — Molé, Thiers, Guizot<sup>16</sup>. Avec Molé, le roi put gouverner, mais, avec Soult, au 12 mai 1839, et, surtout, avec Thiers, pendant quelques mois de 1840, il dut céder devant le président du Conseil, les choses ne se stabilisant qu'avec le ministère Soult-Guizot d'octobre 1840. Pareille situation, tant sur le plan de l'exécutif que du législatif, justifia, aux yeux de leurs initiateurs, les campagnes de réformes constitutionnelle et électorale qui furent proposées, dès 1840, pour tenter d'apporter une solution à ce qui était considéré comme une carence politique. L'habileté de Guizot réussit, jusqu'en 1848, à écarter tous les projets présentés à ce sujet.

Les premiers groupes de données — 1836 à 1838 et 1840—1841 pour les tirages, 1834 à 1841 pour les abonnements provinciaux — sont donc à mettre en rapport avec ces tentatives de consolidation du régime, parallèles à cette crise du pouvoir, et qui se sont poursuivies, dès le cabinet de Broglie, sous tous les ministères jusqu'à celui du 29 octobre 1840. De cette époque, nombre d'événements eurent des répercussions sur le sort de la presse quotidienne parisienne qui vit sa composition modifiée, principalement par la disparition de journaux d'opposition, notamment en 1835, surtout par l'aggravation, voulue par le gouvernement, des conditions de

<sup>15</sup> On peut citer sur ce point l'opinion de GUIZOT, *Mémoires*, III, p. 311 (d'après HATIN, *Hist. Polit. et Litt. de la Presse...*, t. VIII, p. 565): «Les lois de septembre n'inventèrent, pour réprimer les délits dont elles proclamaient la gravité, aucune pénalité inouïe et repoussée par nos mœurs, aucune juridiction nouvelle et qui parût prédestinée à la rigueur ou à la sévérité. Les modifications apportées dans la procédure n'avaient d'autre objet que d'assurer la prompte répression du délit, sans enlever aux accusés aucun de leurs moyens de défense. Les lois de septembre ne portaient nullement les caractères de lois d'exception et de colère...»

<sup>16</sup> L'article de CH. POUTHAS, *Les Ministères de Louis-Philippe* (*Rev. d'Hist. mod. et contemp.*, 1954, t. I, p. 102—130) donne une explication de cette lutte pour le pouvoir.

l'exercice de la liberté de la presse, qu'il s'agisse des cautionnements ou d'autres conditions exigées pour la publication d'un périodique politique, ce qui entraîna une transformation, progressive, assez lente, du contenu, sinon du format des journaux. Dès 1841, les choses s'étant modifiées sur le plan politique, ce fut surtout sur les projets réformistes que s'accusèrent les prises de positions des journaux, dans la mesure où leurs rubriques proprement politiques continuèrent d'occuper une place dominante, dans leurs colonnes, face aux rubriques populaires nouvelles — encyclopédiques ou feuilletonnesques — ou encore à la publicité qui se fit, assez vite, envahissante. Le dernier groupe de données — 1845 et 1846 pour les tirages, 1846 et 1847 pour les abonnements provinciaux — se situa dans des années critiques, tant au point de vue économique que politique, parsemées de luttes parlementaires, à nouveau vives, comme de crises successives de l'industrie, de l'agriculture et du crédit. Cette nouvelle situation eut, elle aussi, une influence sur la situation des quotidiens de Paris qui virent alors leur nombre s'accroître de certaines feuilles dont la vie fut de courte durée.

Si cette évocation du contexte politique n'est là que pour fixer, sur un plan très général, les climats dominants de l'époque, il est possible en revanche d'être plus précis, en citant quelques repères, parmi les plus importants, de l'histoire même de la presse, qui ont pu être en rapport avec les tirages et les distributions d'abonnements.

Si l'on se fonde sur la bibliographie actuelle, il est difficile de déterminer la situation exacte de la presse française à cette époque. Hatin parle, pour toute la France, de 605 journaux, dont 347 à Paris<sup>17</sup>, les quotidiens formant une minorité dans ce nombre assez imposant. Dix ans plus tard, toujours selon Hatin, 230 journaux de Paris sur un total de 750. Les tableaux que nous avons étudiés donnent, pour la presse parisienne qui s'y trouve recensée, un chiffre dépassant 100 de 1834 à 1837, 150 dès 1838, les quotidiens variant entre 25 et 35, suivant les époques. Ces premiers repères ont ainsi l'avantage de situer la vingtaine de quotidiens de Paris que nous allons examiner : ils constituent, quant à leur nombre, une minorité dans la presse périodique, mais, en fait, leur influence fut loin

<sup>17</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. XCII.

d'être négligeable, si l'on considère qu'ils furent les plus importants de ces journaux qui se trouvèrent favorisés par les conditions particulières qu'évoque G. Bourgin: «La vie des partis d'un côté, l'affirmation des classes sociales de l'autre, enfin le développement de certains grands intérêts, en liaison avec le développement du capitalisme qui s'investit dans les banques, dans les sociétés de navigation, dans les compagnies de chemins de fer, dans les charbonnages et les grandes entreprises, donne une singulière activité à la presse<sup>18</sup>.» Une telle remarque peut paraître banale, elle ne l'est qu'en partie, tant il est vrai qu'en France, ce fut, dès cette période, que la presse commença à prendre une allure nouvelle, abandonnant progressivement, pour nombre de journaux, l'aspect traditionnel, souvent rébarbatif, qu'ils avaient connu depuis la Révolution. Cette allure nouvelle ne fut-elle pas la résultante, dans une large mesure, des profondes modifications intervenues dans l'économie, comme dans les mentalités et les préoccupations dominantes des divers groupes de la société de ce temps?

Nous avons situé, tout à l'heure, les lois de septembre 1835 dans leur contexte politique: elles eurent pour effet de rendre plus difficile l'exercice de la liberté de la presse, pourtant garantie par l'article 7 de la Charte révisée de 1830. Les charges plus lourdes qui pesèrent, dès lors, sur les responsables, tant financiers que rédactionnels, des divers journaux — qui se trouvaient menacés, aux moindres écarts mal mesurés, de poursuites, assorties de sanctions, elles aussi aggravées, ou de mesures administratives, sans recours possible à l'aide financière des abonnés ou des lecteurs sympathisants — eurent pour conséquence d'entraîner, d'une part, une modification de la structure financière de la presse de l'époque, d'autre part, d'importantes adjonctions au contenu des feuilles, adjonctions qui sont allées, dans certains cas, jusqu'à supplanter la rubrique politique à laquelle, jusqu'alors, la primauté revenait presque de droit, en tout cas dans un groupe de journaux comme celui des quotidiens de Paris.

Du point de vue financier, il semble bien, en effet, que les lois de 1835 aggravèrent les charges: aux postes déjà lourds qui figu-

---

<sup>18</sup> G. BOURGIN, *art. cit.*, p. 36.



raient au budget d'une entreprise de presse — notamment le droit de timbre<sup>19</sup>, les frais d'expédition postales, sans compter les charges de l'impression — sont alors venus s'ajouter les sommes importantes à trouver pour assurer les cautionnements nouveaux, condition primordiale pour toute publication politique. Cela eut pour conséquence que le climat financier de nombre de journaux de Paris fut celui de l'instabilité, de la précarité<sup>20</sup>. On s'aventure peut-être dans une hypothèse : on ne peut s'empêcher de poser la question de savoir combien d'entreprises furent lancées avec des moyens qui ne dépassaient pas les besoins des premiers jours ou des premières semaines de publication, avec des projets rédactionnels ambitieux, encyclopédiques — voir l'*Epoque* — pour réussir à tenir, ou pour s'effondrer, faute de succès ou de soutien financier. Il apparaît, dès lors, que l'entreprise de presse put être située, dans l'optique des bourgeois de cette époque — parmi lesquels les audacieux en affaires n'étaient pourtant pas rares — comme une entreprise risquée aux succès incertains. En conséquence, dès 1835, à l'opposé de Carrel qu'on peut considérer comme un journaliste typique de la presse « ancienne », de cette presse politique dont l'âge d'or paraît s'être situé à la fin de la Restauration et dans le début de la monarchie de Juillet — journaliste qui, d'ailleurs, réussit aussi bien, avec le *National*, sur le plan financier que sur le plan rédactionnel — on ne peut guère que situer des personnages qui n'envisagèrent pas l'activité de presse principalement comme une continuelle discussion d'idées, de principes, comme une forme de polémique politique, mais qui la considérèrent bien plutôt comme une « affaire », celle de la *Presse*, pour E. de Girardin, celle du *Siècle*, pour Dutacq, plus tard, celle du *Constitutionnel*, pour le D<sup>r</sup> Véron. Ces trois hommes, et d'autres, furent les initia-

<sup>19</sup> Estimé au quart des dépenses totales par I. COLLINS, *art. cit.*, p. 265, qui, pourtant, considère que, « in some respect, the publication of a political newspaper did not entail very much expense » (*art. cit.*, p. 264), ce qui paraît discutable, pour ajouter ensuite, p. 266, « the burden of stamp duty, postage and caution money fell upon commercialized press as well as on the political newspaper, but the latter were less able to bear them ».

<sup>20</sup> Le problème a été aperçu par I. COLLINS, *art. cit.*, p. 265, tant à propos du lancement de périodiques nouveaux qu'au sujet de la recherche par les journaux « anciens » de protecteurs puissants et surtout argentés.

teurs de formules journalistiques nouvelles et des gens qui cherchèrent, dans l'entreprise de presse, une tout autre forme de conquête que la conquête sociale par une plume brillante comme nombre des grands rédacteurs des années 1830. Les lois de 1835 n'ont-elles pas créé, avec d'autres facteurs que nous envisagerons, un climat propice à une telle évolution qui, rappelons-le, ne se fit pas du jour au lendemain, ce qui rend son repérage, dans l'actuel état des recherches, particulièrement difficile.

Comme l'une des étapes les plus visibles de cette évolution de longue durée, l'on doit placer sans doute la parution simultanée de la *Presse* et du *Siècle*, dans les premiers jours de juillet 1836. On la considère traditionnellement comme inaugurant l'ère de la grande presse moderne, populaire, à tirage relativement élevé, bien que le *Journal général de France* ait pourtant ouvert la voie en proposant ses livraisons quotidiennes pour 48 fr. par an, au lieu des 80 fr. habituels, sans oublier le *Bon Sens*. L'interprétation même de l'événement reste controversée et le restera probablement jusqu'à ce qu'une analyse détaillée permette une explication valable et justifiée. Selon Hatin<sup>21</sup>, il y avait dans la formule de Girardin, de Dutacq, l'introduction d'éléments nouveaux qui ouvrirent le champ à la spéculation financière, mais à une «spéculation bien entendue» qui avait «sa raison d'être». «Il faut bien, écrit-il<sup>22</sup>, convenir aussi que le journal n'est plus ce qu'il était autrefois, une œuvre sérieuse, née d'une pensée politique, et représentant une opinion plutôt que des intérêts...» Si le savant bibliographe critique les formules extrêmes de cette tendance novatrice, celle du journal encyclopédique, il n'en admet pas moins une solution de continuité, intervenue progressivement, d'avec le passé. Selon I. Collins, il n'y eut, en réalité, que peu de changement, le système prévu par E. de Girardin n'ayant pas fonctionné comme il l'avait prévu. Le mécanisme essentiel du plan, qui ne marcha jamais comme son auteur l'avait envisagé, était l'apport de la publicité comme élément de compensation des pertes éprouvées par la baisse de l'abonnement de 50%<sup>23</sup>. Il semble, en

<sup>21</sup> HATIN, *Hist. polit. et litt. de la presse*, t. VIII, p. 569.

<sup>22</sup> *Id.*, *ibid.*, p. 574.

<sup>23</sup> I. COLLINS, *art. cit.*, p. 267ssq.; *op. cit.*, p. 88—89.

fait, que l'effet prévu se développa, non de façon rapide, révolutionnaire, mais à la longue, et que la publicité gagna de l'espace, peu à peu, dans les quatre pages traditionnelles des journaux d'alors. La feuille de Girardin ne fut en effet pas favorisée : à l'examiner de près, elle ne diffère guère des autres journaux, quant à la place occupée par les annonces publicitaires et au contenu de celles-ci. Bien plus, le système publicitaire semble avoir joué beaucoup plus favorablement, par exemple, pour le *Journal des Débats*, qui, comme journal au plus gros tirage en 1836, était particulièrement visé par les « nouveaux » journaux. Le quotidien des Bertin fit alors la preuve qu'il était capable de maintenir, à peu de choses près, son tirage et son prix d'abonnement à 80 fr., ceci grâce à un espace de publicité généralement plus grand que dans la *Presse*, tout en ne faisant qu'une concession importante, et encore assez tard, celle d'insérer des romans-feuilletons qui lui assurèrent, dit-on, un succès populaire.

En rapport avec cette évolution et touchant au problème des tirages, un autre aspect du problème doit être signalé, qui, lui, aussi, est controversé. Il s'agit de la désaffection du public à l'égard de la presse politique. Là, il faut noter que tant les lois de 1835 que les conflits gouvernementaux des années 1836—1840 portèrent la responsabilité d'avoir créé un climat fort peu favorable. Le duc de Broglie, lors des débats sur les lois en question, fut net : « Notre loi manquerait son effet si toute autre presse que la presse monarchique constitutionnelle... pouvait se déployer librement après sa promulgation...<sup>24</sup> ». Pour tous les journaux, susceptibles au gré du jeu des factions de passer dans l'opposition, la prudence devint de règle ; elle entraîna, pour éviter les délits de presse prévus, atteinte à la personne du roi ou aux principes du régime, dans les articles politiques, une sorte de gymnastique rédactionnelle qui s'exerça aux dépens de la vigueur de l'expression et de la concision des idées évoquées. Aux éditoriaux parfois très directs, aux violentes prises à partie de la presse d'avant 1835, succédèrent des textes souvent édulcorés, aux allusions masquées, œuvres de rédacteurs qui cherchaient à dire certaines choses en évitant de tomber

---

<sup>24</sup> Cité par I. COLLINS, *op. cit.*, p. 82.



sous le coup de dispositions légales, elles-mêmes vagues, et maniées, d'ailleurs, par des procureurs plus ou moins sensibles aux critiques voilées qui pouvaient être des délits, au gré de l'extension qu'on leur donnait. De telles conditions<sup>25</sup> firent sans doute que les « premiers-Paris », qui avaient eu valeur de manifeste à certaines occasions de la Restauration ou du début de la monarchie de Juillet, perdirent de leur intérêt, peut-être autant pour ceux qui les rédigeaient que pour ceux qui en prenaient connaissance. Et l'on peut légitimement se demander si la partie proprement de polémique politique des grands quotidiens parisiens n'intéressa pas, dans cette période 1840—1848, que des lecteurs capables de porter attention à des textes souvent atténués. A quoi s'ajouta une désaffection qui ne toucha pas uniquement la portée politique de la presse, mais plus généralement les affaires politiques auxquelles n'avait accès, du fait du système censitaire, qu'une minorité. Les luttes mêmes des factions, des hommes politiques dirigeants n'allèrent-elles pas jusqu'à jeter un discrédit sérieux sur toutes les affaires de la monarchie, d'où une certaine baisse, dans les journaux, de l'intérêt porté à ces matières, autrefois, traitées à longueur de colonnes.

Il semble que, dès lors, peut s'expliquer la quasi-disparition, l'absence de valeur significative, dans les années qui suivirent 1835, de ce qui put être considéré comme un indice de vitalité d'un journal dans les premières années de la monarchie de Juillet, c'est-à-dire le nombre de poursuites dirigées contre lui. On n'assista plus, en effet, à des poursuites répétées comme celles qui vinrent péniblement à bout de la résistance extraordinaire de la *Tribune*. Aucun journal ne put se vanter d'avoir été « achevé », comme ce fut presque le cas du journal républicain. Toute la passion qui se développa dans les procès des années 1830 à 1835 fit place à une sorte de prudence dont il faudrait déterminer les limites. Les lois de 1835 semblent donc avoir eu pour autre conséquence la diminution de cette combattivité qui fut celle des journaux légitimistes

---

<sup>25</sup> Evoquées très justement par H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXII : « Au prix d'un minimum de prudence et d'habileté, tout publiciste pouvait exprimer sa pensée avec une clarté suffisante pour qu'on le comprît parfaitement, insuffisante pour qu'on le condamnât. »

comme celle des feuilles de la gauche monarchiste, républicaine ou encore sociale.

Il est compréhensible, finalement, que la politique ait perdu du terrain dans les colonnes des quotidiens et se soit trouvée supplantée par d'autres rubriques anciennes et développées ou nouvellement lancées<sup>26</sup>. Sur ce point, on peut discuter l'avis d'I. Collins qui affirme: «The old newspapers fought against Girardin's innovations and although they eventually had to make some concessions to popular demand, most of them did not change their character in any important respect.» L'auteur britannique ajoute que, mis à part le *Constitutionnel* pour qui le feuilleton prima la partie politique: «the rest maintained their high level of political discussion, which they regarded as their *raison d'être*<sup>27</sup>». On peut légitimement se demander si les choses se passèrent réellement ainsi; certes, tous les quotidiens gardèrent une rubrique politique qui continua à figurer, dans la plupart des cas, à la place traditionnelle dans les colonnes du journal. Mais, à lire la presse de ce temps, ces articles, ces éditoriaux politiques n'apparaissent-ils pas, dans une monotonie typographique certaine, de plus en plus resserrés entre une «chronique parisienne» ou un feuilleton, entre des faits-divers ou une chronique judiciaire développée, les recensions parlementaires, seule exception importante, conservant cependant une place importante? Là encore, le problème n'est que soulevé, mais il semble bien qu'en raison de cette dispersion de l'intérêt qui fait perdre à la politique sa place primordiale dans les préoccupations du lecteur comme dans le cadre de certains journaux, on ait assisté alors à une première esquisse de que l'on peut appeler aujourd'hui le «quotidien — bazar», cette première esquisse étant concrétisée par

<sup>26</sup> Cf. H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXII—LXIII: «Les quatre pages du petit in-folio sur lesquelles la plupart des quotidiens s'imprimaient alors suffisaient pour l'essentiel de la politique, de l'aveu des publicistes eux-mêmes; la preuve en sera d'ailleurs faite lorsque plusieurs des grands organes, passant en 1845 à de plus vastes dimensions, rempliront de faits-divers, d'annonces, de feuilletons et d'articles littéraires et scientifiques leurs colonnes supplémentaires.» Notons que M. Deschamps s'appuie sur les arguments de Granier de Cassagnac, dans le *Globe* du 4 déc. 1844, et d'E. de Girardin dans la *Presse*, du 3 août 1845.

<sup>27</sup> I. COLLINS, *art. cit.*, p. 263.

certaines livraisons du *Temps*, puis de la *Presse* et du *Siècle*, enfin et surtout, de l'*Epoque*. Mais cette tendance au journalisme encyclopédique ne se limita pas à quelques tentatives en grand, elle fut adoptée et fit son chemin plus lentement dans le reste de la presse.

Ce qui permit son développement, son succès, d'ailleurs relatif à ce moment de l'histoire, comme le succès, beaucoup plus assuré, du roman-feuilleton, devra être cherché très probablement du côté du développement de l'instruction qui fut alors établie sur des bases relativement modernes. C'est une banalité de dire avec G. Bourgin<sup>28</sup> : « L'action du journal est liée à un développement donné de l'enseignement de la lecture. » Encore faut-il situer dans le temps ce rapport qui nous préoccupe : il semble bien que ce fut l'un des facteurs qui explique le grossissement assez rapide des tirages de certains quotidiens, en rapport avec le roman, mais aussi en rapport avec les faits-divers et les petites informations qu'ils publiaient. Les effets mêmes de la loi Guizot sur l'instruction primaire se développèrent lentement ; cependant, progressivement, un monde nouveau de lecteurs potentiels se constitua, qui ne dut guère s'orienter vers la lecture de l'article de haute politique, mais bien plutôt vers ces articles décrivant des faits-divers, selon une méthode éprouvée, et en ne reculant devant aucun détail sanglant, ou macabre, ou atroce<sup>29</sup>, ou vers des histoires « à tiroirs » comme le sont souvent les feuilletons de l'époque. Comment en effet comprendre le succès de romans à épisodes, comme les *Mystères de Paris* ou le *Juif errant*, autrement qu'en postulant l'existence d'un public de lecteurs ou même d'auditeurs — de lectures publiques dans la rue — d'un public nouveau qui ne s'attachât pas aux préoccupations

---

<sup>28</sup> G. BOURGIN, *art. cit.*, p. 27.

<sup>29</sup> On peut noter à ce propos combien l'expression « sang à la une » pourrait s'appliquer aux faits-divers des journaux de la monarchie de Juillet, à cette différence qu'aucun gros titre n'attirait l'attention sur eux et qu'ils ne se trouvent pas en première page. Ils sont cependant très vifs : ne peut-on pas les rapprocher du ton et de certaines descriptions sanglantes ou macabres de l'un des romans-feuilletons les plus célèbres — paru dans les *Débats*, le plus sérieux des journaux — le *Comte de Monte Christo* d'A. Dumas ? Cette correspondance apparaît révélatrice d'une mentalité dont la presse dut tenir compte.

politiques<sup>30</sup>? Hatin, à ce propos, souligne que «la discussion des affaires publiques, le développement des principes qui servent de liens aux divers partis, l'appréciation politique des hommes, des choses et des faits, tout cela ne fut plus considéré au point de vue du succès que comme des éléments secondaires, dont l'importance s'effaçait devant celle des œuvres de pure imagination<sup>31</sup>». Ainsi, il apparaît certain que les journaux se sont modifiés, qu'ils sont en plus devenus, pour prendre un témoignage contemporain, cité par Hatin, «des bulletins, des éphémérides, des affiches; ce ne sont plus des influences et des foyers d'opinions. On les lit pour savoir l'événement de la veille, le titre de la pièce nouvelle, le cours de la rente et les maisons à vendre». La presse d'opinion s'est comme dépersonnalisée, la presse politique a ainsi cédé le pas à une presse, plus moderne, d'information, et les origines de cette transformation, pour le groupe des quotidiens de Paris, se situa nettement sous la monarchie de Juillet.

Il est inutile d'ajouter à cette «mise en place», déjà trop longue: elle n'avait pour but que d'évoquer certains problèmes, car pour le moment, il est certain que les perspectives et les dimensions mêmes de l'histoire de la presse et des divers facteurs qui y exercèrent une action ne sont pas fixées de façon particulièrement précise. Les «lieux communs» historiques sont nombreux: c'est pourquoi l'on en est réduit à formuler, à mettre en avant des cadres hypothétiques et des rapports conjecturaux avec le problème des tirages et des abonnements répartis dans les départements.

#### IV. TIRAGES ET ABONNEMENTS DISTRIBUÉS DANS LES DÉPARTEMENTS

Sous ce titre, deux points vont être successivement examinés:

a) Les chiffres globaux qui sont donnés par les tableaux cités et qui concernent tant l'ensemble des périodiques paraissant à

---

<sup>30</sup> Voir à ce propos les très intéressantes pages consacrées par LOUIS CHEVALIER, dans *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, 1959, à l'importance, à la résonance populaire des *Mystères de Paris*.

<sup>31</sup> HATIN, *Hist. polit. et litt. de la presse*, t. VIII, p. 572.

Paris et soumis au timbre que tous les quotidiens de Paris dont la poste distribue les exemplaires dans les départements, seront analysés, donnant une première estimation du rythme de développement de la presse entre 1834 et 1847.

b) Les chiffres globaux et particuliers du groupe des quotidiens parisiens sur lesquels porte cette étude, seront analysés, année après année, en comparant tirages et abonnements dans les départements, dans l'intention de situer les divers quotidiens les uns par rapport aux autres, en faisant le repérage de leurs importances respectives et relatives.

### *A. Chiffres globaux*

A la lecture des chiffres donnant le total des tirages de tous les journaux de Paris — quotidiens et autres périodiques — une première constatation s'impose d'évidence: la somme globale des tirages à travers le seconde époque de la monarchie de Juillet, a augmenté de façon presque continue, à un rythme d'ailleurs variable, comme l'indique le tableau suivant:

Tableau I: *Moyennes annuelles des tirages globaux de tous les périodiques parisiens soumis au timbre*

1836	110 358	1841	142 411
1837	122 949		
1838	120 205	1846	180 291

L'augmentation globale, en dix ans, est donc de l'ordre de 63% pour l'ensemble des périodiques de Paris à caractère politique, cette progression se faisant apparemment en trois étapes, si l'on schématise: 1837—1838, légère augmentation par rapport à 1836 et stabilisation au niveau de 120 000 exemplaires; 1841, au niveau de 140 000 exemplaires; 1846, au niveau de 180 000 exemplaires.

Si l'on examine les moyennes mensuelles, on peut relever des variations considérables qui s'expliquent, avant tout, par les différences dans les approvisionnements en papiers des divers périodiques dont le nombre dépasse 100 en 1837, 150 en 1838. Ainsi en 1837, le tirage global — de peu supérieur à la moyenne annuelle de 1836 — oscilla entre 129 000 exemplaires — maximum en mai —



et 115 000 exemplaires — minimum en juillet. En 1838, les chiffres se placent à un niveau de peu inférieur à l'année précédente: 126 000 en janvier, maximum, et 112 000, minimum, en juillet. En 1841, saut en avant important: maximum, en janvier, avec 151 000, minimum, en mai, avec 131 000. Les chiffres de 1846 donnent respectivement 195 000 en février et 169 000 en novembre, comme limites haute et basse.

Pour leur part, les tableaux de l'administration des postes donnent le chiffre global des abonnements à des quotidiens de Paris distribués par ses soins dans les départements:

Tableau II: *Moyennes annuelles des abonnements à des quotidiens de Paris distribués dans les départements par l'administration des postes*

1834	46 783	1840	77 044
1835	44 831	1841	69 109
1836	45 800		
1837	62 609	1846	95 227
1838	55 186	1847	92 928
1839	60 552		

Ce tableau n'exige pas de grands commentaires: on y retrouve la même tendance que du côté des tirages: augmentation globale de l'ordre de 98%. On peut repérer aussi dans cette progression, qui s'étale sur un plus grand nombre d'années que celle des tirages, des étapes qui ne sont pas sans analogie avec celles établies selon le tableau I. De 1834 à 1836, stabilisation au niveau de 45 000 abonnements extérieurs; de 1837 à 1839, nouvelle stabilisation entre 55 000 et 60 000 abonnements. On passe alors à 1840—1841, avec 70 000 à 75 000 exemplaires, pour finir au niveau de 90 000 en 1846 et 1847.

Notons que le schématisme, dans les deux cas évoqués, déguise le fait que la progression ne fut pas continue et comporta probablement des reculs plus ou moins importants de l'ordre de celui qu'on peut relever entre 1837 et 1838 du côté des tirages. Notons, parallèlement et pour mémoire, trois confirmations de cette tendance à l'augmentation des tirages et abonnements provinciaux. Selon Hatin, «en 1828, le nombre des timbres pour journaux n'était que de 28 millions; il atteignait 42 millions en 1836, 61 en 1843, 65

en 1845, près de 80 en 1846<sup>32</sup>»; ce qui fait une progression d'environ 90%, entre 1836 et 1846. De son côté, un biographe d'Emile de Girardin cite qu'on avait payé, en 1835, en droits de timbre, 2 227 539 fr., en 1845, 4 351 176 fr. ce qui constitue une augmentation de 95%. Quant aux frais des expéditions postales dans les départements, ils s'étaient élevés, en 1834, à 1 352 488 fr., en 1845, à 2 338 268 fr., ce qui constitue une augmentation de l'ordre de 72%<sup>33</sup>. Tous ces renseignements sont ainsi concomitants pour indiquer que l'accroissement de volume de la presse parisienne entre 1834 et 1847 fut de l'ordre de 60 à 95%, ce qui constitue une progression d'importance, même en tenant compte des proportions et des rythmes différents des diverses évolutions.

#### *B. Analyse, année après année, du groupe des quotidiens de Paris*

En guise d'introduction à cette partie de l'exposé, nous avons jugé bon de rassembler, en un tableau, tous les éléments — nombre, tirages globaux, totaux des abonnements expédiés dans les départements, pourcentage de ces derniers par rapport aux tirages globaux — qui permettront de situer le groupe des quotidiens parisiens qui dès lors va seul retenir notre attention.

Ce tableau laisse apparaître diverses tendances dans le développement du groupe des principaux quotidiens parisiens. Dans le domaine des tirages présumés, tout d'abord, une augmentation de l'ordre de 96% entre 1836 et 1846, augmentation que les chiffres, année après année, font apparaître continue en plusieurs étapes, les chiffres partant d'une «base» de 73 000 exemplaires, montant à un niveau de peu supérieur à 85 000 exemplaires, en 1837 et 1838, autour de 105 000 exemplaires, en 1840 et 1841, autour de 145 000 exemplaires, en 1845 et 1846. Du côté des abonnements, distribués dans les départements, le développement apparaît un peu plus fort pour une durée plus longue, l'augmentation étant de l'ordre de 125%, de 1834 à 1847. Il faut noter toutefois que si l'on prend les mêmes bases — 1836 à 1846 — que pour les tirages, cette augmentation est de l'ordre de 106%, soit plus élevée que celle,

<sup>32</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. XCII.

<sup>33</sup> MAURICE RECLUS, *Emile de Girardin*, Paris, 1934, p. 86.

Tableau III: *Tirages et abonnements extérieurs des principaux quotidiens politiques de Paris pris globalement et comparés*

Années	nombre de quotidiens considérés	totaux des tirages	totaux des abonnements extérieurs	% des abonnements par rapport aux tirages
1834	17 <sup>34</sup>	—	41 142	—
1835	17	—	39 081	—
1836	21 <sup>35</sup>	73 155	43 889	60
1837	21	86 797	50 735	58,5
1838	21	88 450	50 061	56,7
1839	21	—	55 898	—
1840	18 <sup>36</sup>	102 695	71 148	69,3
1841	18	106 533	63 723	59,8
1845	23 <sup>37</sup>	147 959	—	—
1846	23	144 037	90 734	63
1847	20 <sup>38</sup>	—	92 654 <sup>39</sup>	—

<sup>34</sup> Les 17 quotidiens retenus en 1834 et 1835 sont *La France*, le *Corsaire*, le *Messenger des Chambres*, l'*Estafette*, le *Charivari*, le *Moniteur Universel*, le *Journal du Commerce*, le *Journal de Paris/France Nouvelle*, l'*Echo Français*, le *Bon Sens*, le *National*, la *Quotidienne*, le *Courrier français*, le *Temps*, la *Gazette de France*, le *Journal des Débats*, le *Constitutionnel*.

<sup>35</sup> Les 21 quotidiens retenus en 1836, 1837, 1838 et 1839, sont les mêmes que ceux mentionnés à la note 34, avec, en plus, le *Moniteur Parisien*, le *Siècle*, la *Presse* et le *Journal Général de France*. Il manque le chiffre du tirage du *Bon Sens* en 1838.

<sup>36</sup> Les 18 quotidiens cités en 1840 et 1841 sont ceux cités à la note précédente, moins le *Journal de Paris/France Nouvelle*, le *Bon Sens* et le *Journal général de France*.

<sup>37</sup> Les 23 quotidiens retenus en 1845 et 1846 sont les mêmes que ceux de 1841, avec, en plus, la *Réforme*, la *Démocratie Pacifique*, la *Patrie*, l'*Esprit Public*, l'*Univers*, l'*Epoque*, et, en moins, le *Temps*.

<sup>38</sup> Les 20 quotidiens retenus en 1847 sont les mêmes qu'en 1846, moins le *Messenger des Chambres*, et en tenant compte de la fusion de la *Quotidienne*, de *La France* et de l'*Echo Français* au début de février 1847 pour former l'*Union Monarchique*.

<sup>39</sup> Il convient de noter que tous les chiffres de cette colonne peuvent être comparés avec la série du tableau II, qui donnait les abonnements extérieurs pour tous les quotidiens parisiens; on verra alors que les quotidiens que nous avons retenus constituent la très grande majorité de la presse quotidienne parisienne.



relevée pour les tirages. Dans cette progression où l'on peut relever des variations assez nombreuses — notamment des baisses en 1835 et en 1841 — on peut voir des passages à un premier niveau, aux environs de 40 000 abonnements provinciaux, de 1834 à 1836; en 1837, 1838 et 1839, au niveau de 50 000 à 55 000; au niveau de 60 000 à 70 000, en 1840 et 1841; enfin, au niveau de 90 000 en 1846 et 1847. Quant aux pourcentages de ces abonnements extérieurs par rapport aux tirages globaux, ils montrent que la masse des abonnés provinciaux à des quotidiens parisiens fut variable d'une année à l'autre, mais que cette masse peut-être estimée à un chiffre toujours supérieur à 55% du tirage global, ce qui, *a contrario*, montre l'importance variable de la clientèle parisienne. Il n'est guère possible de tirer de l'examen de ces chiffres, d'autres indications. Celles qui ont été données ici sont, nous y insistons, des estimations qui doivent le rester, étant donné que les chiffres mêmes, cités dans le tableau III, sont présumés par les administrations qui en donnèrent connaissance. Néanmoins, cet ordre de grandeur dans la progression tant des tirages que des abonnements extérieurs viennent confirmer les indications déjà données sous le point A à ce propos.

Une autre entreprise doit maintenant être menée à bien, qui consiste à examiner la situation à l'intérieur du groupe de quotidiens parisiens, étudié, année après année, à chercher à déterminer quelles furent les évolutions qui se marquèrent tant du côté des tirages que du côté des abonnements dans les départements; à mettre en évidence les proportions respectives occupées dans le tout par les divers quotidiens, en bref, à suivre, si possible, les modifications internes qui organisèrent cette progression de 96%.

Avec la première année à examiner, 1834, une seule donnée, celle des abonnements provinciaux: sur 18 journaux, six dépassent un seuil de 3000 exemplaires<sup>40</sup> distribués en province. Ces six

---

<sup>40</sup> Pour distinguer les «grands» des «petits» quotidiens, il fallait utiliser un critère simple, tant dans le domaine des tirages que dans celui des abonnements extérieurs. Nous avons adopté, par convention, le niveau de 6000 exemplaires comme celui du tirage moyen. Comme les abonnements provinciaux paraissent constituer en gros 50% du tirage total, on peut admettre le seuil de 3000 exemplaires pour ce secteur. Nous aurions pu retenir la

journaux sont, par ordre d'importance, le *Constitutionnel* (7051 abonnés provinciaux, 17% du total), le *Journal des Débats* (5618, 13,6%), la *Gazette de France* (5544, 13,4%), le *Temps* (4057, 9,8%), le *Courrier Français* (3436, 8,3%) et la *Quotidienne* (3155, 7,6%). Les onze autres journaux se répartissent en deux entre 2000 et 3000 abonnés extérieurs à Paris — le *National* (2911, 6,9%), le *Bon Sens* (2550, 6,2%) — deux qui en ont entre 1000 et 2000 — l'*Echo Français* et le *Journal de Paris* — les sept derniers ayant moins de 1000 abonnés hors de la capitale.

En 1835, on en reste aux seuls abonnements provinciaux. La situation s'est modifiée légèrement: la *Quotidienne*, notamment, descendant au-dessous du seuil de 3000 abonnés extérieurs. Parmi les grands qui ne sont, de ce fait, plus que cinq, le *Constitutionnel* (5793, 14,7%), la *Gazette de France* (5233, 13,4%), le *Temps* (4015, 10,3%) voient leurs chiffres d'abonnés extérieurs baisser par rapport à 1834, dans des proportions plus ou moins importantes, tandis que le *Journal des Débats* (5727, 14,6%) et le *Courrier Français* (3534, 9%) voient ces chiffres augmenter légèrement. Les douze autres journaux se répartissent: trois entre 2000 et 3000 abonnés provinciaux — la *Quotidienne* (2883), le *National* (2666), et l'*Estafette* (2609) — un entre 1000 et 2000 — l'*Echo Français* — les huit derniers étant inférieurs à 1000.

Dès 1836, la donnée tirage vient s'ajouter à celle des abonnements départementaux: les répartitions, qu'on peut établir dans les deux catégories, se recoupent de façon relative: il est, par conséquent, nécessaire de traiter séparément chacune des séries, quitte, au besoin, à relever les coïncidences qui peuvent être significatives. En 1836, donc, en cette année qu'on peut considérer comme une des dernières années de l'«ancien régime» de la presse de Paris, le plus fort tirage relevé est celui du *Journal des Débats* (10 008 exemplaires tirés, soit le 13,6% du total), suivi du *Constitutionnel* moyenne globale, en tenant compte du nombre des quotidiens et des chiffres moyens de chaque année, qui donne un chiffre légèrement supérieur à 3000 pour les abonnés, et à 5000 pour les tirages. Ainsi, le chiffre de 6000 exemplaires peut paraître forcé, comme celui des abonnements provinciaux, mais cependant ils nous ont paru mieux rendre compte des tirages réellement importants, cela surtout dès 1837. Il importe en tout cas de ne pas considérer ce facteur de distinction absolument.

(9064, 12,4%), les deux journaux gouvernementaux précédant la légitimiste *Gazette de France* (6666, 9,1%) suivie elle-même de près par le *Courrier Français* (6397, 8,7%). Ces quatre grands quotidiens sont les seuls à dépasser le seuil conventionnellement fixé de 6000 exemplaires tirés, sur 21. Les dix-sept restants se répartissent ainsi: un journal — le *Temps* (5191, 7,1%) — entre 5000 et 6000 exemplaires, un à peine supérieur à 4000, la *Quotidienne* (4025), suivie de très près par le *National* (3958), puis, au-dessous de 3000 exemplaires, deux «nouveaux», le *Journal général de France* (3600) et la *Presse* (3600), et un «ancien», l'*Estafette* (3505); entre 2000 et 3000, un «ancien» et un «nouveau», le *Moniteur Universel* (2417) et le *Siècle* (2222); entre 1000 et 2000, six journaux, le *Messager des Chambres*, le *Journal du Commerce*, le *Journal de Paris*, le *Bon Sens*, le *Moniteur Parisien* et l'*Echo Français*, et trois, de moins de 1000 exemplaires, *La France*, le *Charivari*, le *Corsaire*.

Du côté des abonnements distribués hors de Paris et du département de la Seine en 1836, au-dessus de 3000 abonnés, six quotidiens, un «nouveau» qui s'impose — la *Presse* (3202, 7,3%) — derrière cinq «anciens», les *Débats* (5528, 12,6%), le *Constitutionnel* (5327, 12,1%), la *Gazette de France* (4756, 10,8%), le *Temps* (3647, 8,3%), et le *Courrier Français* (3448, 7,8%). Quinze autres quotidiens ont moins de 3000 abonnés provinciaux, parmi lesquels, notamment, les «nouveaux» *Journal général de France* (2894) et *Siècle* (1666).

En 1837, du côté des tirages, la situation s'est entièrement modifiée à l'avantage de deux journaux nouveaux — la *Presse* (13 631, 15,7%), le *Siècle* (11 138, 12,8%) — qui devançant les anciens dont l'ordre d'importance, pour les cinq ou six plus importants, ne subit pas de modification. Au-dessus de 6000 et à moins de 10 000 exemplaires, il ne reste que les *Débats* (8750, 10%) et le *Constitutionnel* (7407, 8,5%) qui, tous deux, paraissent subir les effets de la concurrence de leurs rivaux, nouveaux venus, sous la forme d'une baisse de tirage. Il semble que ce phénomène touche plusieurs autres quotidiens, notamment la *Gazette de France* (5506, 6,3%), le *Courrier Français* (4990), qui passent définitivement au rang de quotidiens de second rang, où se trouvent déjà le *Temps* (4080). Les quatorze autres quotidiens se répartissent :

trois — *Quotidienne*, *Estafette*, *National* — entre 3000 et 4000 exemplaires; six, entre 2000 et 3000: *Journal Général de France*, *Journal du Commerce*, *Moniteur Parisien*, *Moniteur Universel*, *Messager des Chambres*, *Journal de Paris*; trois, entre 1000 et 2000, et deux, à moins de 1000 — le *Corsaire* et le *Bon Sens*.

Dans cette même année 1837, du côté des abonnements, on peut relever que les écarts se creusent, le premier des «petits» — la *Quotidienne* — se trouvant avoir près de 1500 abonnés de moins que le dernier des «grands» — le *Constitutionnel*. La *Presse* (9936 abonnés départementaux, 19,5% du chiffre global) et le *Siècle* (6452, 12,7%) ont, dès lors, des nombres d'abonnés élevés en province, ce qui accuse leur progression, déjà relevée du côté des tirages. Au-dessus de 3000 abonnés, se trouvent encore la *Gazette de France*, qui garda toujours un contingent important de lecteurs en dehors de Paris (4530, 8,9%), le *Journal des Débats* (4527, 8,9%) et le *Constitutionnel* (4050, 7,9%). Les seize autres quotidiens ont moins de 3000 abonnés, cinq, entre 2000 et 3000, quatre, entre 1000 et 2000, sept, moins de 1000 abonnés.

La chose qui paraît, dès lors, la plus importante, c'est la part prise par les quotidiens de la «nouvelle vague»; les chiffres prouvent en effet leur succès, quelques mois après leur lancement, au détriment des autres journaux. En effet, la *Presse* et le *Siècle* s'assurent, sur les 86 000 exemplaires tirés en moyenne en 1837, les 28,5%, les 19 autres quotidiens se répartissant le reste, de façon d'ailleurs très inégale.

En 1838, du côté des tirages, il n'y a guère de modifications importantes par rapport à l'an précédent: les tendances déjà discernées se confirment, les quotidiens de Dutacq et de Girardin s'assurant les 29,6% des quelque 88 000 exemplaires sortis journellement de presse en moyenne. Cependant le *Siècle* (14 066, 15,9%), en progrès, distance la *Presse* (11 966, 13,7%), en recul par rapport à 1837. Parmi les 19 autres journaux, deux, seulement, se maintiennent au-dessus de 6000 exemplaires, constituant un groupe intermédiaire: le *Journal des Débats* (8809, 9,9%) et le *Constitutionnel* (7090, 8%). Ce sont donc dix-sept journaux, soit plus des deux tiers de la presse quotidienne de Paris, qui figurent au niveau inférieur à 6000. En tête de ce groupe, se trouve le *Moniteur Pa-*

risien, qui, de façon spectaculaire, et difficilement explicable — est-ce sa qualité de journal officieux? — dépasse 5000 exemplaires (5256), devant la *Gazette de France* (5166). Entre 4000 et 5000, le *Temps* et le *Courrier Français*. Entre 3000 et 4000, le *National*, le *Journal du Commerce*, la *Quotidienne*; entre 2000 et 3000, l'*Estafette*, le *Journal Général de France*, précurseur de la presse à bon marché qui doit faire face à de grandes difficultés par rapport à ses rivaux plus heureux, le *Moniteur Universel*, le *Messenger des Chambres*; entre 1000 et 2000, quatre quotidiens, et un, à moins de 1000, le *Corsaire*<sup>41</sup>.

Du côté des abonnements, en 1838, on retrouve les cinq quotidiens aux plus forts tirages: le *Siècle* (7637, 14,9%) passe le premier, avec plus d'abonnés provinciaux qu'en 1837, tandis que la *Presse* (7499, 14,6%) en a perdu 2500 environ, par rapport à l'année précédente. Ces deux journaux distancent le *Journal des Débats* (4685), la *Gazette de France* (4177) et le *Constitutionnel* (3825), qui constituent le groupe intermédiaire. Avec 1500 abonnés en moins, se trouve le *National* (2355), le premier du troisième groupe, s'ajoutant à quatre autres quotidiens ayant entre 2000 et 3000 abonnés en province. Trois ont entre 1000 et 2000, et huit, moins de 1000 abonnés provinciaux. Notons que la poussée du *Moniteur Parisien*, du côté du tirage, ne se trouve pas confirmée du côté des abonnements extérieurs (377 abonnés).

En 1839, seule donnée disponible: les abonnements distribués hors de Paris, donnée assez sûre si l'on remarque qu'au moins pour les cinq ou six premières feuilles des années précédentes, les positions relatives sont, à peu de chose près, semblables. Saut en avant du *Siècle* (12 296, 22%) qui dépasse, pour la première fois, le niveau des 10 000 abonnés provinciaux et de la *Presse* (9507, 17,2%), qui se rapproche de son chiffre de 1837. Le groupe intermédiaire reste le même, avec une marge variable au-dessus de 3000 abonnés: les *Débats* (5452), la *Gazette de France* (4496) et le *Constitutionnel* (3668). Restent seize journaux, avec moins de 3000 abonnés dans les départements; cinq, entre 2000 et 3000: le *National*, l'*Estafette*, le *Courrier Français*, le *Journal du Commerce*, la *Quotidienne*; quatre, entre 1000 et 2000, parmi lesquels le *Temps*,

<sup>41</sup> Il nous manque le chiffre de tirage du *Bon Sens*.



en décadence certaine (1663), le *Charivari* en constante progression depuis 1837, le *Journal Général de France*, qui accuse sa baisse, et l'*Echo Français*; sept, avec moins de 1000 abonnés parmi lesquels le régulier *Moniteur Universel* qui ne varie guère, conservant immuablement ses quelque 700 abonnés provinciaux, et le *Journal de Paris*, en baisse.

En 1840, ce n'est plus à vingt-et-un quotidiens, mais à dix-huit que nous avons à faire, qui accusent un chiffre total de tirage moyen plus élevé qu'en 1838; les proportions internes se sont en outre modifiées. Une remarque, en effet, s'impose, à considérer les tirages comme les abonnements: les écarts se creusent entre les trois premiers journaux et les quinze autres. Quatre mille exemplaires séparent la *Presse* (10 186, 9,9%), dernier des «grands», du premier des «petits», d'ailleurs en décadence, le *Constitutionnel*. La position des grands doit d'ailleurs être distinguée, car le *Siècle*, avec 33 366 exemplaires tirés (32,5% du tirage global), atteint un tirage qui fut probablement inconnu dans la presse française jusqu'à cette date, précédant de loin les *Débats* (10 583, 10,3%), dont la rivalité se marque avec la *Presse*. Il n'en reste pas moins que ces trois «grands» tirent les 52,7% de la presse quotidienne considérée. Les quinze autres quotidiens sont répartis de façon assez régulière: trois, entre 5000 et 6000 — le *Constitutionnel* (5944), la *Gazette de France* (5165) et l'*Estafette* (5046); trois, entre 4000 et 5000 — *Journal du Commerce* (4642), *National* (4502), *Courrier Français* (4069); deux, entre 3000 et 4000: le *Moniteur Parisien*, la *Quotidienne*; trois, entre 2000 et 3000 — le *Charivari*, qui accuse sa progression (2792), le *Moniteur Universel*, le *Temps* (2049), en déconfiture; trois, entre 1000 et 2000: l'*Echo Français*, le *Messenger des Chambres*, *La France*; et enfin, le *Corsaire* (557). Ce dernier chiffre montre une autre modification par rapport à 1836-1838: le nombre des quotidiens avec un tirage inférieur à 1000 exemplaires a diminué.

Du côté des abonnements, en 1840, le nombre des journaux en comptant plus de 3000 en province a passé de cinq à sept. En effet, l'*Estafette* (3342) et le *National* (3940) s'ajoutent au *Constitutionnel* (3690), à la *Gazette de France* (4490) dans le groupe intermédiaire. Parmi les «grands», le *Journal des Débats* (6125, 8,7%) regagne près de

700 abonnés dans les départements, tandis que la *Presse* (8512, 11,9%) se trouve en baisse, et que la hausse du *Siècle*, très forte, trouve sa correspondance du côté des abonnements qui ont plus que doublé (26 850, 37,7%). Parmi les onze «petits», quatre ont entre 2000 et 3000 abonnés — *Journal du Commerce*, *Courrier français*, *Quotidienne*, *Echo Français* —; deux, entre 1000 et 2000: le *Charivari*, le *Temps*; cinq, moins de 1000: la *France*, le *Moniteur Universel*, le *Moniteur parisien*, le *Messenger des Chambres*, le *Corsaire*.

En 1841, toujours 18 quotidiens dont le tirage global a légèrement augmenté. Les écarts se maintiennent entre les trois «grands» et les quinze autres qui sont tous inférieurs à 6000 exemplaires. Le *Siècle* vient toujours en tête avec un chiffre encore supérieur à 1840: 37 500, ce qui constitue un nouveau record, soit le 35,2% du tirage global. Suit la *Presse*, en lente reprise (12 739, 11,9%), et le *Journal des Débats* (10 499, 9,8%), qui se maintient au niveau des 10 000 exemplaires qui avait été le sien en 1836, puis, à nouveau, en 1840, après les baisses de 1837 et 1838. Les quinze autres journaux se répartissent de la façon suivante: trois, entre 5000 et 6000 exemplaires: le *Journal du Commerce*, en forte poussée dans sa phase bonapartiste (5717), le *Constitutionnel* (5378) dont c'est la dernière indication de tirage avant le changement de propriétaire qui provoqua un renouvellement du journal, et le *National* (5194), en reprise depuis 1840 — faut-il y voir un effet de la campagne réformiste dont ce quotidien fut un des porte-paroles les plus actifs? Entre 4000 et 5000 exemplaires, la *Gazette de France* (4899) et l'*Estafette* (4782), tous deux en perte. Entre 3000 et 4000: le *Courrier français*. Entre 2000 et 3000: la *Quotidienne*, le *Charivari*, l'*Echo Français* et le *Moniteur Universel*. Entre 1000 et 2000: le *Temps* (1454), avec la dernière indication sur son tirage, avant sa disparition, ce qui permet de mesurer le terme de sa décadence, la *France*, le *Corsaire*, le *Messenger des Chambres*. En 1840, un quotidien avait moins de 1000 exemplaires, en 1841, aucun, ce qui confirmerait cette progression relative des journaux qui se trouvent aux derniers rangs de la presse quotidienne de Paris — mais comment expliquer ce phénomène?

Dans cette même année 1841, du côté des abonnements, sur 18 quotidiens, huit comptent plus de 3000 abonnés. Tout d'abord,

les «grands»: le *Siècle* qui, en dépit de son tirage augmenté, voit son nombre d'abonnés de province baisser de plus de 5000, chiffre considérable qui correspond à plus d'un cinquième de sa masse d'abonnements extérieurs (21 154, 33,2% de la quantité totale des abonnements départementaux), la *Presse*, qui gagne un peu plus de 500 abonnés (9073, 14,2%), les *Débats*, qui perdent quelque 200 abonnés (5911, 9,2%). Puis, dans le groupe intermédiaire, la *Gazette de France* (4007), le *National* (3455), le *Journal du Commerce* (3250), en baisse, le *Constitutionnel* (3190), au dernier indice de la baisse, et l'*Estafette*. Ensuite, la catégorie entre 1000 et 2000 abonnés: *Echo Français*, *Courrier Français*, *Quotidienne*, *Charivari*, *La France*, soit cinq quotidiens, à quoi s'en ajoutent cinq autres avec moins de 1000 abonnés départementaux: le *Temps*, au plus bas de la baisse (957), le *Moniteur Universel*, toujours régulier, à quelques exemplaires près, le *Messenger des Chambres*, le *Moniteur Parisien*, le *Corsaire*.

Arrivé ainsi au terme de l'analyse du premier groupe de données, il nous est possible de formuler une première conclusion: dès les premiers mois de leur parution, les quotidiens nouveaux — à l'exception du *Journal général de France*, qui ne réussit pas à tenir — ont pris une place sans précédent, se plaçant très rapidement aux premiers rangs, bouleversant les estimations jusqu'alors admises, sous la monarchie de Juillet du moins, quant au tirage des journaux politiques et à la distribution des abonnements qu'ils faisaient assurer par les postes dans les départements. Le succès même de la «formule nouvelle» se trouve ainsi inscrit dans les chiffres, et dans ceux du *Siècle* beaucoup plus que dans ceux de la *Presse*, même si l'on admet qu'il y a pu y avoir un décalage plus ou moins relatif entre les quantités de papier soumises au timbre et les tirages effectivement distribués. Face à cette concurrence nouvelle, certaine, les autres journaux réagirent de façons différentes. Le *Journal des Débats* subit une baisse de tirage, mais réussit à remonter au niveau des 10 000 exemplaires. La plupart des autres journaux virent leurs tirages baisser progressivement — *Constitutionnel* ou *Temps* — ou se stabiliser à des niveaux devenus relativement faibles par rapport aux principaux quotidiens.

Pour 1845, nous n'avons que des indications de tirages: ceux-ci,



globalement, ont considérablement augmenté, par rapport à 1841. Aux « anciens », sont venus s'ajouter, dans l'intervalle, des quotidiens nouveaux, en relation avec les événements politiques, dans le cas de la *Réforme*; avec le développement des formules nouvelles de presse aussi, dans le cas de l'*Epoque*; en raison de la modification d'un périodique en quotidien, dans le cas de la *Démocratie Pacifique*; ou encore, de la modification d'un journal jusqu'alors presque exclusivement ecclésiastique en un journal d'opinion, dans le cas de l'*Univers*. Il faut ajouter l'*Esprit public* et la *Patrie* et noter la disparition, en 1842, du *Temps*. Dans la répartition du tirage global entre les 23 quotidiens parisiens retenus, il faut relever qu'en dépit du lancement de ces feuilles nouvelles, l'écart entre les « grands » et les « petits », relevé en 1840 et 1841, s'est maintenu, comme l'existence d'un groupe intermédiaire qui se tient au niveau qui fut celui des tirages les plus élevés de 1836. Parmi les grands, le *Constitutionnel*, régénéré par l'intervention du Dr Véron, vient s'ajouter à la *Presse* et au *Siècle*, le chiffre le plus élevé restant à ce dernier (34 996, 23,6%), la *Presse* (24 409, 16,4%) et le *Constitutionnel* (23 170, 15,6%) se trouvant d'ailleurs, à peu de choses près, avoir la même importance. Ces trois grands constituent, à eux seuls, le 58,6% du tirage moyen global. Avec quinze à seize mille exemplaires de moins, deux feuilles « moyennes », l'« ancien » *Journal des Débats* (9844, 6,6%) et la « nouvelle » *Epoque* (8840, 5,9%) constituant, à eux deux, le 12,5% du tirage moyen global. C'est dire que les dix-huit autres quotidiens considérés se répartissent seulement les 28,9% de celui-ci. Cette constatation permet de mesurer combien se sont modifiées les positions respectives des « grands » et des « petits » journaux depuis 1836, comme depuis 1841. La répartition de cette dernière catégorie, dont le premier se trouve inférieur de plus de 4000 exemplaires à l'*Epoque*, se fait ainsi : trois ont plus de 4000 exemplaires : l'*Univers* (4713) en forte poussée, sous la direction active de Louis Veillot, l'*Esprit public* (4636), et le *National* (4062) : soit deux nouveaux sur trois. Trois, entre 3000 et 4000 exemplaires : la *Patrie* (3733), la *Gazette de France* (3530) qui rejoint le niveau relativement bas de sa rivale légitimiste, la *Quotidienne* (3153). Six, entre 2000 et 3000 : l'*Estafette*, le *Charivari*, le *Journal du Commerce*, l'*Echo Français*, la *Démocratie Paci-*

fique — seule nouvelle — le *Moniteur Universel*. Quatre, entre 1000 et 2000 exemplaires : le *Moniteur Parisien*, la *Réforme*, nouvelle, s'imposant difficilement, *La France*, et le *Courrier Français*, en pleine décadence. Deux, enfin, à moins de 1000 exemplaires : le *Corsaire* et le *Messenger des Chambres*.

En 1846, si l'on s'en tient au tirage moyen global relevé pour les mêmes 23 quotidiens, on peut noter une diminution très faible qui paraît indiquer une tendance à la stabilisation par rapport à l'année précédente. Faut-il voir dans ce chiffre de 1846, ainsi placé dans son contexte, l'indice d'un fléchissement du progrès, d'ailleurs plus ou moins régulier dans le domaine du tirage, depuis 1836 ? L'absence d'un chiffre de tirage pour 1847 nous empêche de répondre sur ce point, tout comme l'examen des chiffres d'abonnements provinciaux de 1846 et 1847. Dans le détail, par rapport à 1845, la répartition n'a guère changé. En tête se trouvent toujours le *Siècle* (32 885, 22,8%), avec un tirage légèrement inférieur à 1845, le *Constitutionnel* (24 771, 17,2%), qui a devancé la *Presse* (22 170, 15,3%), dont le tirage est en légère diminution. Les deux journaux « moyens » se retrouvent aussi, mais l'*Epoque* (11 254, 7,8%) précède les *Débats* (9035, 6,2%), en légère diminution. Notons que le pourcentage des trois grands se montre relativement plus faible qu'en 1845, avec 79 826 exemplaires soit 55,3%. Si l'on ajoute l'*Epoque* et les *Débats*, on atteint un total d'un peu plus de 100 000 exemplaires, soit le 69,3%, ce qui constitue une légère diminution. Les éléments s'en trouvent expliqués notamment par la baisse des tirages du *Siècle*, de la *Presse* et des *Débats* non compensée par la hausse de l'*Epoque* et du *Constitutionnel*. Les dix-huit autres feuilles se répartissent les 30,7% restants, avec quelques modifications. Tout d'abord, deux quotidiens dépassent 4000 exemplaires, avec des chiffres plus bas qu'en 1845, le *National* (4280) et l'*Univers* (4158), qui se tiennent à près de 5000 exemplaires derrière les *Débats*. Entre 3000 et 4000 exemplaires, quatre quotidiens : L'*Esprit public*, l'*Estafette*, la *Patrie*, la *Quotidienne*, qui dépasse, pour la première fois, depuis 1834, la *Gazette de France*, qui se retrouve entre 2000 et 3000 exemplaires avec cinq autres journaux, le *Journal du Commerce*, le *Charivari*, le *Courrier Français*, l'*Echo Français* — dont le chiffre paraît surfait —, le *Moni-*

teur *Universel*. Quatre journaux ont entre 1000 et 2000 exemplaires, le *Moniteur Parisien*, la *Réforme*, la *Démocratie Pacifique*, *La France*. Deux, moins de 1000 exemplaires, les mêmes qu'en 1845<sup>42</sup>.

Du côté des *abonnements*, en 1846, sept quotidiens se trouvent dépasser la limite d'estimation des 3000 exemplaires. Le *Siècle*, le premier probablement, sous la monarchie de Juillet, dépasse le cap des 20 000 abonnés provinciaux (21 500, 23,7%). La *Presse* (17 600, 19,4%) et le *Constitutionnel* (12 475, 13,7%), dépassent eux, le cap des 10 000 abonnements départementaux. Très loin derrière — avec plusieurs milliers d'exemplaires en moins — l'*Epoque* (6690, 7,3%) et les *Débats* (6245, 6,8%). Enfin, avec quelques dizaines d'exemplaires de plus que 3000, l'*Univers* (3190) et le *National* (3147). Mais, vu l'augmentation générale des tirages, il paraît nécessaire de noter que ces deux derniers journaux, qui ont environ 700 exemplaires de plus que l'*Estafette* (2460) ou la *Quotidienne* (2412), sont, en fait, beaucoup plus les premiers des «petits» que les derniers des «grands», position qu'ils occupent d'ailleurs dans l'échelle des tirages. Ainsi, se retrouve confirmé, du côté des abonnements, le groupement déterminé par les tirages. Outre ces deux journaux, entre 2000 et 3000 abonnés provinciaux, l'*Echo Français*. Sept quotidiens — *Gazette de France*, là aussi

---

<sup>42</sup> Il n'est pas sans intérêt de comparer la présente répartition avec celle citée par HATIN, *Bibliographie...*, p. 399—400, qui détermine le nombre total d'abonnés de 26 quotidiens — parmi lesquels l'*Entr'acte*, journal des spectacles, la *Gazette des Tribunaux* et le *Droit*, journaux judiciaires, dont nous n'avons volontairement pas tenu compte. Cette répartition est la suivante: plus de 30 000 abonnés: le *Siècle*; entre 20 000 et 25 000: le *Constitutionnel* et la *Presse*; entre 10 000 et 15 000: l'*Epoque* et les *Débats*; entre 3000 et 5000: l'*Univers*, le *National*, l'*Esprit Public*, l'*Estafette*, la *Patrie*, la *Quotidienne*, le *Journal du Commerce*, la *Gazette de France*, le *Charivari*; entre 2000 et 3000, l'*Entr'acte*, la *Gazette des Tribunaux*, le *Droit*, la *Démocratie Pacifique*, le *Courrier Français*, l'*Echo Français*, la *Réforme*, le *Moniteur Parisien*; entre 500 et 2000 abonnés: *La France*, le *Corsaire*, le *Messager des Chambres* et le *Journal de Paris* (?). HATIN ne place pas le *Moniteur Universel*. Si l'on admet que le mode d'achat d'un journal est alors l'abonnement, on peut relever que, dans plus d'un cas, les estimations de HATIN — particulièrement pour les petits journaux — sont supérieures à celles que nous avons citées. Il faudrait cependant, pour juger plus avant, connaître les sources des renseignements du bibliographe de la presse française.

inférieure, dès lors, à la *Quotidienne*, *Charivari*, *Journal du Commerce*, *Réforme*, *Démocratie Pacifique*, *Courrier Français*, *La France* — ont entre 1000 et 2000 abonnés dans les départements. Six feuilles en ont moins de 1000: *Esprit Public*, *Moniteur Universel*, *Patrie*, *Messenger des Chambres*, *Corsaire*, *Moniteur parisien*.

Reste la dernière année, 1847, pour laquelle nous ne possédons des renseignements que sur les abonnements extérieurs. Le groupement reste, à peu de choses près, le même qu'en 1846. En tête, le *Siècle* (21 075, 22,7%), la *Presse* (19 612, 21,1%), en augmentation par rapport à 1846, le *Constitutionnel* (11 505, 12,4%), en baisse, suivi des *Débats* (6571, 7%) et de l'*Epoque* (5615, 6%). Un peu au dessus de 3000 abonnés provinciaux, l'*Univers* (3271) et le *National* (3227), qui furent dépassés, dès février 1847, par un journal nouveau, l'*Union Monarchique*, né d'une fusion (4930). Entre 2000 et 3000 abonnés, outre la *Quotidienne* et l'*Echo Français*, qui disparaissent dès février, l'*Estafette* et la *Gazette de France*. Entre 1000 et 2000 abonnés, le *Journal du Commerce*, le *Charivari*, la *Réforme*, la *Démocratie Pacifique*, le *Courrier Français*, et, disparaissant, lui aussi, en février 1847, *La France*. Enfin, l'*Esprit Public*, le *Moniteur Universel*, la *Patrie*, le *Corsaire*, le *Moniteur parisien*, avec moins de 1000 abonnés provinciaux.

Au terme de cette analyse, année après année, tant des tirages que des chiffres d'abonnements en province, particuliers au groupe des quotidiens de Paris pris en considération, la modicité des données exposées nous interdit de tirer un grand nombre de conclusions. Il en est une cependant qui paraît s'imposer: le pourcentage occupé par les «grands» journaux — c'est-à-dire ceux publiant plus de 6000 exemplaires par jour — n'a cessé d'augmenter. Résumons-nous:

en 1836, avec quatre journaux:	43,8%
en 1837, avec quatre journaux:	47 %
en 1838, avec quatre journaux:	47,5%
en 1840, avec trois journaux:	52,7%
en 1841, avec trois journaux:	56,9%
en 1845, avec cinq journaux:	68,1%
en 1846, avec cinq journaux:	69,3%

Cette rapide récapitulation a l'avantage de faire saisir combien les années 1836 à 1838 pourraient être considérées comme des années de transition, à la fois comme les dernières d'un « ancien régime » de l'histoire de la presse quotidienne de Paris, celles qui connurent la décadence d'une certaine forme de presse politique, d'opinion, et, à la fois, comme les premières d'une époque de renouvellement des formes et des contenus, marquée par l'apparition de la *Presse* et du *Siècle*. Dès 1840, le mouvement est déclenché, les *Débats*, seul parmi les quotidiens les plus importants, se maintenant face à ses rivaux nouveaux. Dès 1845, l'exemple fut suivi, puisque, aux feuilles citées déjà, s'ajoutent, d'une part, le *Constitutionnel*, refondu, et, d'autre part, l'*Epoque*, qui pousse à l'extrême l'application des formules nouvelles. Il semble donc bien que, dès 1840 — mais la chose apparaissait déjà en 1837 et 1838 — des journaux quotidiens nouveaux s'imposèrent largement et ne cessèrent de s'affermir, allant même jusqu'à atteindre des chiffres de tirage record, même si les chiffres des statistiques officielles dont nous avons fait état peuvent se trouver différents — de peu, probablement — des chiffres de tirage réels. En outre, entre ces principaux journaux et les « petits » qui gardèrent, pour la plupart, leur aspect traditionnel, l'écart ne cessa de s'agrandir. Certes, l'on pourra dire que certains de ces petits journaux n'ont guère varié et ont réussi à maintenir leur clientèle, en dépit de l'apparition de journaux nouveaux et envahissants. Cela est sans doute un peu illusoire, car le public paraît avoir répondu de façon très positive au besoin que certains propriétaires de journaux cherchèrent à provoquer en lui et qu'il s'adressa alors, non aux journaux traditionnels, mais aux journaux nouveaux ou modernisés et, cela, dans une proportion sans cesse croissante. Certaines baisses de tirages sont révélatrices à ce propos : celle de la *Gazette de France* ou de la *Quotidienne* qui, conservant leur aspect habituel, perdirent des lecteurs, alors que la cause légitimiste paraît avoir gardé, de 1836 à 1846, ses partisans, sans grandes variations ; celle du *Courrier Français*, qui fut brillant sous la Restauration, mais baissa constamment sous la monarchie de Juillet.

Du côté des abonnements, étant donné l'état des données, il est particulièrement difficile d'interpréter les variations globales



ou particulières à un quotidien. On ne saurait, plus encore que pour les tirages totaux, comment expliquer ces renseignements, en l'absence d'éléments concernant chaque journal et permettant la compréhension de telle ou telle variation. On peut donc dire ici que les totaux moyens des abonnements distribués en province par les postes augmentèrent comme les tirages globaux moyens, qu'un écart se creusa aussi progressivement entre les grands et les petits quotidiens. Le *Siècle* obtint un nombre record d'abonnés provinciaux, comme d'ailleurs la *Presse* et, plus tard, le *Constitutionnel*, ces grands journaux groupant un pourcentage croissant des abonnements distribués dans les départements, soit une tendance analogue à celle, relevée du côté des tirages. Parmi les petits journaux, il faut noter que, contrairement à ce qui s'est passé pour les grands, il n'y a pas de coïncidence rigoureuse entre l'échelle des abonnés hors de Paris et l'échelle des tirages, des cas contradictoires pouvant être relevés de journaux ayant un très fort pourcentage d'abonnés de province comme la *Gazette de France*, tandis que d'autres n'en ont que relativement peu comme le satirique *Charivari* ou le gouvernemental *Moniteur Parisien*.

Vouloir aller plus loin signifierait l'examen mené en parallèle rigoureux de plusieurs séries de faits avec repérage des coïncidences, soit entre différentes séries de chiffres, soit entre les séries de chiffres et les événements tant de l'histoire politique et économique sur les plans national ou local que de l'histoire de la presse proprement dite et des journaux mêmes. Autant dire que c'est là un travail qui ne sera peut-être possible que de façon fragmentaire, en guise de sondage et dans la mesure où les données de base pourraient être rassemblées par chance en nombre suffisant, c'est-à-dire d'un travail qui dépasse largement les limites de cette note. Toutefois, il est ici possible de comparer, dans le cas particulier de chaque quotidien retenu, les séries de chiffres des tirages et des abonnements provinciaux, ce qui peut constituer un premier essai dans cette voie difficile, tout en groupant ces journaux par tendances politiques.

## V. GROUPEMENTS ET ANALYSES INDIVIDUELLES EN FONCTION DES TENDANCES POLITIQUES

### a) *Journaux gouvernementaux proprement dits*

(*Messenger des Chambres, Moniteur Parisien*)

Des deux quotidiens qui furent réellement sous le contrôle du gouvernement sous la monarchie de Juillet, le plus anciennement paru est le *Messenger des Chambres* qui, fondé en 1828 par M. de Martignac, ne devint vraiment la propriété du gouvernement qu'en 1840, par les soins de Thiers, après avoir, à plusieurs reprises, changé de propriétaire. Il s'agissait d'un journal du soir dont le tirage resta constamment faible et paraît même s'être affaibli depuis 1830: le chiffre de 2000 exemplaires tirés quotidiennement — qui fut certainement dépassé en 1832, si l'on tient compte du nombre d'abonnements extérieurs à cette date — ne le fut plus qu'occasionnellement en 1837 et 1838. Les dernières années du régime virent sa décadence, puis sa disparition en février 1846, si l'on en croit les indications de l'administration des postes: il semble, en effet, que ce journal gouvernemental ne fut guère soutenu par les ministères dont Guizot fit partie dès 1840<sup>43</sup>.

L'origine du *Moniteur Parisien* est discutée par Hatin<sup>44</sup>: il fut fondé ou en 1830 ou en 1836. Des chiffres le concernant ne figurent cependant dans les tableaux administratifs qu'à partir de septembre 1837 pour ceux des postes, du tirage moyen de 1836, pour ceux de l'enregistrement et des domaines, ce qui pourrait donner raison à la deuxième version citée. Il devint, avant même le *Messenger des Chambres*, journal gouvernemental, encore qu'il semble que le ministère ne fut jamais le propriétaire effectif de cette feuille qu'il employa à lancer des informations officieuses ou à publier des démentis<sup>45</sup>, cela dès le second ministère Molé du 15 avril 1838. Il semble que la liaison fut faite par le rédacteur quasi-unique du journal, qui passait, pour ainsi dire, son temps

<sup>43</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 363; H. T. Deschamps, *op. cit.*, p. LXXVIII, qui situe sa disparition à 1847.

<sup>44</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 375.

<sup>45</sup> H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXXVIII.

à prendre le pouls des différents ministères pour s'informer. En outre, le *Moniteur Parisien* fusionna, en juillet 1838, avec la *Charte de 1830*, qui défendait les idées de la faction de Guizot<sup>46</sup>. Son tirage rangea le *Moniteur Parisien* parmi les journaux moyens, une hausse se marquant nettement de 1836 à 1838, avec une pointe extrême de 7333 exemplaires en mai 1838, ce qui peut s'expliquer par le soutien du ministère Molé. Dès 1840, la situation redevient, à peu de choses près, celle de 1836, sans changer jusqu'à la fin de la monarchie de Juillet.

Dans le cas de ces deux journaux on peut relever les faibles chiffres d'abonnements extérieurs qui, par ailleurs, demeurent quasi constants, en dépit des variations des tirages.

Tableau IV

Années	<i>Messenger des Chambres</i>		<i>Moniteur Parisien</i>	
	Tirages	Abonnements	Tirages	Abonnements
1832	—	1273	—	—
1834	—	419	—	—
1835	—	411	—	—
1836	1894	438	1390	—
1837	2195	262	2768	443
1838	2143	308	5256	377
1839	—	351	—	321
1840	1301	273	3363	330
1841	1083	258	1768	200
1845	719	—	1918	—
1846	679	275	1869	170
1847	—	—	—	151

Si l'on veut donner une idée de l'influence que durent exercer ces deux quotidiens, à partir du moment où ils passèrent sous le contrôle du ministère, on peut considérer simplement la place qu'ils occupèrent parmi les quotidiens parisiens que nous avons retenus: jamais ils ne paraissent, à eux deux, avoir dépassé 5% des tirages moyens globaux pour, en 1845 et 1846, ne pas dépasser 2%.

<sup>46</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 394. La *Charte de 1830* paraissait depuis le 27 septembre 1836.

b) *Journaux officieusement gouvernementaux*

(Journal des Débats, Courrier Français, Constitutionnel, Temps, Epoque)

Il importe de ne pas donner à cette étiquette une signification trop précise; elle doit qualifier les différents journaux qui soutinrent les gouvernements successifs de la monarchie de Juillet, ensemble ou à tour de rôle, de façon presque constante, ou qui représentèrent les points de vue des diverses factions qui exercèrent le pouvoir. Parmi ces journaux officiels, le cas du *Journal des Débats* est peut-être le plus intéressant.

Il n'est pas question ici de refaire l'histoire officielle de ce quotidien — elle a été faite<sup>47</sup> — ni d'entreprendre une monographie critique. Sous la direction des Bertin, les *Débats* réussirent à se maintenir à un niveau presque égal tout au long de la monarchie de Juillet, le tirage oscillant entre 8000 et 11 000 exemplaires, avec des pointes mensuelles extrêmes, 7666 exemplaires en janvier 1837, 11 666 en septembre 1841; les abonnements provinciaux se maintenant de façon à peu près constante entre 4500 et 6500 exemplaires, ce qui donne un pourcentage variant entre 52 et 58% du tirage global. Si l'on analyse la série des moyennes mensuelles de tirage, on y peut relever, de façon évidente, le caractère signalé au début de notre étude: les variations, souvent considérables, d'un mois à l'autre, provoquées par des approvisionnements en papier très différents en importance, variations qui ne renseignent pas sur le chiffre exact de tirage. Sur ce point, les moyennes annuelles calculées corrigent, pondèrent peut-être ces variations de façon assez proche de la vérité.

Si l'on s'interroge sur les raisons qui permirent au journal des Bertin de se maintenir ainsi — tout en perdant son importance relative dans la presse quotidienne de Paris — on sait que les réponses fréquemment données, sont, d'une part, l'adoption du roman-feuilleton, qui aurait gardé au journal une clientèle, alors que le prix de l'abonnement n'avait pas été modifié, d'autre part, le très gros apport de publicité qui lui fut acquis plutôt qu'à la

---

<sup>47</sup> Notamment dans le *Livre du Centenaire du Journal des Débats, 1789—1889*, Paris, 1889.

*Presse*. Ce sont là éléments affirmés, mais non prouvés, semble-t-il. En 1836, le *Journal des Débats* est, sans doute, le journal qui représente le mieux l'ancienne formule de presse. Dans les années qui suivirent, face à la *Presse*, au *Siècle*, il perdit de son importance relative mais conserva une clientèle stable. En 1842, il tenta une adaptation en publiant notamment les fameux *Mystères de Paris*, d'E. Sue, qui furent un énorme succès, selon les témoignages du temps<sup>48</sup>. Quant à l'estimation de l'apport publicitaire, elle ne peut être faite ici.

Cependant on peut légitimement se demander si, plutôt que l'adoption limitée — roman-feuilleton, format, publicité — de formules nouvelles, ce qui permit au *Journal des Débats* de se maintenir avec une constance aussi remarquable, ne fut pas une sorte de pérennité de son public recruté dans la bourgeoisie industrielle et commerçante, mais aussi politique et parlementaire, et qui tenait à être renseigné de façon précise, au sens de cette remarque d'Hatin : «Le *Journal des Débats* est surtout l'interprète du fait : c'est un journal historique par excellence<sup>49</sup>.» Ce fut surtout un journal du *juste milieu*, le meilleur exemple de cette tendance, sauf, peut-être, dans les années 1840 à 1848 au cours desquelles les *Débats* appuyèrent Guizot et accusèrent leur tendance au conservatisme.

On ne saurait trouver meilleur exemple d'un journal dont la décadence s'étendit à travers toute la monarchie de Juillet, que celui du *Courrier Français*. Ce quotidien fut, à sa glorieuse époque, sous la Restauration, le porte-parole des doctrinaires — Benjamin

---

<sup>48</sup> I. COLLINS, *op. cit.*, p. 90.

<sup>49</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 131, qui ajoute : «Il a eu en tout temps à ce point de vue et par la supériorité de sa rédaction, une autorité qu'il conserve encore aujourd'hui et qui lui assure le premier rang dans la presse française....» Notons à ce propos la communication de A. TUDESQ, *Un journal gouvernemental au temps de Guizot, le Journal des Débats* (*Bull. Soc. Hist. mod. et contemp.*, 2<sup>e</sup> série, n° 4, 56<sup>e</sup> année, 1958, p. 11—13) qui dit notamment : «L'exemple du *Journal des Débats* nous montre d'abord que l'influence politique d'un journal n'est pas proportionnelle à son tirage. Journal gouvernemental dans un régime censitaire, ce n'est pas seulement *a priori* un journal conservateur, mais un journal de notables recherchant la qualité sociale influente plus que le nombre élevé d'abonnés (à la différence de la *Presse*)...» (p. 12).



Constant y rédigea — mais, comme le souligne Hatin, il connut une fin obscure après s'être trouvé «au premier rang de la franchise, de la hardiesse et de la probité sévère...<sup>50</sup>». Le *Courrier Français*, qui fut, au début du règne de Louis-Philippe, propriété du brasseur d'affaires Aguado — dont il fut beaucoup question dans les rapports avec l'Espagne — ne s'adapta pas, en resta à l'abonnement à 80 fr., n'inséra pas de livraisons de feuillets, ce qui entraîna sa décadence définitive, à la suite, notamment, dès 1842, de plusieurs changements de propriétaires. Les chiffres accusent nettement cette évolution, qui ne passa pas inaperçue aux yeux des contemporains. On peut relever que le pourcentage entre abonnements extérieurs et tirages oscilla peu: entre 47 et 54%.

Tableau V

Années	<i>Journal des Débats</i>		<i>Courrier Français</i>	
	Tirages	Abonnements	Tirages	Abonnements
1832	—	6011	—	4084
1834	—	5618	—	3436
1835	—	5727	—	3534
1836	10 008	5528	6397	3448
1837	8 750	4527	4990	2329
1838	8 809	4685	4404	2215
1839	—	5452	—	2189
1840	10 583	6165	4069	2135
1841	10 499	5911	3666	1910
1845	9 844	—	1431	—
1846	9 305	6245	2204	1050
1847	—	6571	—	1100

Le *Constitutionnel* mérite de retenir l'attention aussi: journal de grande importance à la fin de la Restauration, comme arrêté par le succès de la révolution de Juillet et du régime qui en naquit, il connut, dès lors, une lente décadence jusqu'au jour où il tomba sous le contrôle du Dr Véron. Politiquement, il ne cessa de représenter le point de vue de la faction de Thiers<sup>51</sup>. Cependant, de poli-

<sup>50</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 345.

<sup>51</sup> On peut citer ici E. de Girardin, dans la *Presse* du 5 août 1840 (époque où Thiers était au gouvernement): «Oui, malheureusement pour M. Thiers, il n'est que trop vrai que ce journal représente son inconsistance, ses contra-

tique ancienne formule, il devint, par l'effet de l'expérience Véron, un journal populaire plus que politique, rejoignant la *Presse* et le *Siècle*, avec son abonnement à 40 fr., son format agrandi, ses feuillets, notamment le *Juif Errant*, d'E. Sue. Cette décadence, suivie d'une régénération qui changea l'orientation du journal, est marquée dans les chiffres. En 1830, selon Hatin<sup>52</sup>, le *Constitutionnel* avait, au total, 22 000 abonnés, donc un tirage qui ne paraît avoir été atteint à nouveau sous la Monarchie de Juillet qu'après 1836, par le *Siècle*, la *Presse*, puis une seconde fois par le *Constitutionnel*. Dès 1834, dans les chiffres relevés dans les dossiers d'archives, apparaît la baisse qui va se prolonger jusqu'en 1841. Dès 1845, en revanche, est visible une hausse, plus probablement un retour aux chiffres du tirage de l'époque la plus glorieuse de l'ancien *Constitutionnel*. Les points extrêmes sont à ce point de vue révélateurs : 8333, en février et en octobre 1837, 4032, en août et en octobre 1841, pour les tirages de l'ancienne feuille ; 27 419 pour le maximum atteint, en janvier 1846, par le journal régénéré. Du côté des abonnements, l'évolution est analogue : baisse continue jusqu'en 1841 ; dès 1846, chiffres très supérieurs à ceux de la première période, mais baisse en 1847. Le pourcentage de ces abonnements extérieurs dans le tirage global — 59 % en 1836 — oscille entre 1837 et 1840 entre 54 et 62 % pour en rester à 60 % en 1841, avec une évolution qui fait que les abonnements provinciaux diminuèrent relativement moins que les tirages entre 1837 et 1840. Après la rénovation, le pourcentage des abonnés départementaux baisse à 50 % en 1846. Ce qui est donc important, c'est cette variation décroissante, puis croissante de la part prise par le *Constitutionnel* dans la presse quotidienne de Paris, 12,4 % en 1836, 8 % en 1838, 5,7 % en 1840, 5 % en 1841, 15,6 % en 1845, 17,2 % en 1846.

---

dictions, sa légèreté de plus en plus surprenante... S'il ne portait pas les reliques de la présidence du conseil, nous le laisserions fort tranquillement passer son chemin» (cité par H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXXXVII). HATIN, de son côté, dit : «Thiers en était la pensée dirigeante et il en inspira la politique jusqu'en 1849» (*Bibliographie...*, p. 327).

<sup>52</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 327. Notons qu'Hatin fait état de 6000 abonnés, en 1837, et de 3700, en 1843, point extrême de la baisse.

Tableau VI

Années	Constitutionnel		Temps	
	Tirages	Abonnements	Tirages	Abonnements
1832	—	10 776	—	4348
1834	—	7 051	—	4057
1835	—	5 793	—	4015
1836	9 064	5 327	5181	3647
1837	7 407	4 050	4080	2380
1838	7 090	3 835	4499	2058
1839	—	3 668	—	1663
1840	5 944	3 690	2049	1225
1841	5 387	3 190	1454	957
1845	23 170	—	—	—
1846	24 771	12 475	—	—
1847	—	11 505	—	—

Le *Temps*, feuille de Jacques Costes, au début de la monarchie de Juillet, offre aussi une particularité: ne fut-il pas, en effet, le premier des journaux à tendance encyclopédique? Ces tentatives furent coûteuses, marquées par des faillites, et finirent par compromettre, jusqu'à la disparition, le sort du journal<sup>53</sup>, le disputant à la position politique du centre adoptée<sup>54</sup>, cela en dépit d'un changement de propriétaire en 1840. Ce fut une décision de justice qui, en mai 1842, mit fin à un «journal sérieux modéré, et intelligent qui aurait pu jouer un rôle utile au milieu des difficultés à venir...<sup>55</sup>». L'évolution du tirage et des abonnements provinciaux correspond à ces éléments financiers et politiques. La décadence est continue, soulignée surtout par la baisse continue des abonnements provinciaux. Du côté du tirage, entre 1836 et 1838, le niveau est supérieur à 4000 exemplaires, mais en 1840 et 1841, la baisse est fortement

<sup>53</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 368, écrit que ce journal aurait eu un succès politique «si dans la presse, il n'eût pas cherché le succès spéculatif plutôt que le succès moral...».

<sup>54</sup> H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXXXVI: «Organe du *tiers-parti* de Dufaure et d'Hippolyte Passy, ou, autrement dit, du petit groupe qui se tenait à égale distance du centre droit et du centre gauche, et qui n'appartenait ni à Molé, ni à Guizot, ni à Thiers... Ainsi, le *Temps* faisait figure d'indépendant...»

<sup>55</sup> *Id.*, *ibid.*, p. LXXXVII.

accusée. Les pourcentages d'abonnements extérieurs sont très variables, oscillant entre 70%, en 1836, et 43%, en 1838, pour remonter à 61% et 68%, en 1840 et 1841.

«Le succès même du journal, succès en vérité plus apparent que réel, ne pouvait manquer de le livrer en proie à la spéculation, qui trouvait, d'ailleurs, dans les reproches adressés à la nouvelle presse une sorte de prétexte. Elle entassa des montagnes de calculs sur des montagnes de raisonnements, et elle accoucha du *journal encyclopédique*, sous la figure pantagruélique de l'*Epoque*, de bruyante mémoire, qui devait, à l'entendre, absorber tous les journaux spéciaux<sup>56</sup>.» C'est ainsi qu'Hatin salue la naissance d'une «aventure journalistique<sup>57</sup>» qui fut patronnée par Guizot. Tout ce qui existait dans le *Temps* défunt se retrouva comme exagéré, amplifié dans cette feuille aux multiples suppléments, avec format «géant», gouvernementale à brève carrière: juin 1845—25 février 1847. Par exception, il vaut la peine, pour cette feuille, de donner les moyennes mensuelles, là où c'est possible.

Tableau VII

Années	Mois	<i>Epoque</i>	
		Tirages	Abonnements
1845		8 840 <sup>58</sup>	—
1846	janvier	14 225	—
	février	13 750	—
	mars	13 258	—
	avril	12 200	—
	mai	12 226	—
	juin	11 366	—
	juillet	11 129	—
	août	9 354	—
	septembre	9 700	—
	octobre	8 225	—
	novembre	8 367	6880
	décembre	—	6500
1847	janvier	—	6750
	février	—	5480

<sup>56</sup> HATIN, *Hist. polit. et litt. de la presse française*, t. VIII, p. 575, qui critique, p. 577ssq., très vivement les principes du nouveau journal.

<sup>57</sup> I. COLLINS, *op. cit.*, p. 97.

<sup>58</sup> Moyenne annuelle.

Ainsi le tirage moyen de 1846 — 11 254 — est supérieur à celui de 1845, mais cela déguise la baisse qui, mois après mois, est à peu près continue, du côté des tirages, poursuivie par les derniers chiffres des abonnements extérieurs. Le pourcentage de ces derniers dans le tirage n'est connu que pour novembre 1846: un peu plus de 59%.

c) *Journaux de «droite»*. (Presse, Journal de Paris, Journal général de France, Esprit public, Patrie)

La chose est connue: le 1<sup>er</sup> juillet 1836 est l'une des plus importantes dates de l'histoire de la presse française, qui vit la sortie de la *Presse* d'Emile de Girardin et du *Siècle* de Dutacq. «Ce qui est certain, c'est que la *Presse* ne fut pas, en dépit de son abonnement à 40 fr., un 'journal au rabais'». «J'ai dit, ajoute Hatin<sup>59</sup>, que les *Débats* étaient le journal du fait; on pourrait dire que la *Presse* est le journal de l'idée; il n'était pas un système qu'elle n'examinât...» Au point de vue politique, ce fut un organe conservateur indépendant<sup>60</sup>, en raison de l'influence politique et rédactionnelle d'Emile de Girardin jusqu'en 1845. Politique d'ailleurs paradoxale, comme le souligne H. T. Deschamps: Emile de Girardin «croyait réalisable une politique d'affaires basée sur l'empirisme, sans plus. Par là même, il n'était ni aveuglement dynastique, ni surtout révolutionnaire». Dès 1845, le comte Molé acquit le contrôle politique du quotidien. Pour en souligner l'évolution, les chiffres sont importants. Du côté du tirage, une première étape: celle des six derniers mois de 1836, de la mise en train, d'ailleurs marquée par le pourcentage record — 89,9% — des abonnements provinciaux dans le tirage global, ce qui indique que le succès vint d'abord des lecteurs de province, peut-être déjà accoutumés, plus que les Parisiens, aux journaux lancés par E. de Girardin, comme le fameux *Journal des Connaissances utiles*. Une seconde étape débute avec l'année 1837 et laisse apparaître une première progression jusqu'à 14 800 exemplaires, en juin 1837, suivie d'une baisse jusqu'à

<sup>59</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 401.

<sup>60</sup> H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXXX.



12 066, en novembre. L'année 1838 donne aussi une baisse de 13 460, en janvier, à 9700, en juillet. Ceci tend à indiquer que la *Presse* eut de la peine, un certain niveau de tirage atteint, à le dépasser. En 1840, le tirage moyen est inférieur à celui de 1838, mais la situation s'améliora en 1841, avec 14 333 exemplaires, en juin, et 15 333, en septembre. En moyenne, de 1837 à 1841, le tirage oscilla entre 10 000 et 14 000 exemplaires. Le pourcentage des abonnements resta élevé, encore qu'inférieur au rapport de la fin de 1836, oscillant entre 71% et 84%, avec une évolution analogue en gros à celle du tirage. Dans une troisième étape, le tirage se stabilisa au niveau de 22 000 exemplaires environ, avec une pointe de 25 000 exemplaires en février 1846. Quant aux abonnements, ils sont en augmentation de 1846 à 1847, leur pourcentage, dans la première de ces deux années, demeurant élevé : 79%. Outre ces trois étapes, le point le plus important est donc ce pourcentage élevé d'abonnements distribués dans les départements, ce qui peut donner une indication importante sur la composition de la clientèle de la *Presse*, très différente de celle de grands journaux politiques comme les *Débats* ou le *Constitutionnel*.

Tableau VIII

Années	<i>Presse</i>		<i>France Nouvelle/Journal de Paris</i>	
	Tirages	Abonnements	Tirages	Abonnements
1832	—	—	—	280
1834	—	—	—	1234
1835	—	—	—	880
1836	3 600	3 202	1732	788
1837	13 631	9 936	2014	1242
1838	11 966	7 499	1154	801
1839	—	9 507	—	292
1840	10 186	8 512	—	—
1841	12 739	9 073	—	—
1845	22 409	—	—	—
1846	22 170	17 600	—	—
1847	—	19 612	—	—

Avec la *France Nouvelle / Journal de Paris*, nous passons à l'un des plus anciens journaux de la presse quotidienne de Paris, dont l'histoire fut relativement mouvementée, marquée par plusieurs

changements de titres<sup>61</sup>, et devait se terminer au milieu de la monarchie de Juillet. Ce fut l'un des premiers journaux qui abaissa son prix d'abonnement annuel à 40 fr., ce qui — les chiffres le prouvent — ne lui permit guère de tenir, face à la concurrence, puisqu'il disparut le 17 mai 1840. « Avant de s'éteindre, écrit Hatin<sup>62</sup>, il jeta une dernière lueur, grâce au talent plein d'éclat d'un publiciste dans les veines duquel coulait du sang girondin : je veux parler de Henri de Fonfrède... » Sous la direction de celui-ci — qui coïncide avec les quelques chiffres que nous possédons — l'orientation de cette feuille fut nettement conservatrice. Le *Journal de Paris* ne fut jamais qu'un journal de très moyenne importance, puisque son tirage ne dépassa guère qu'en 1837, et de bien peu, les 2000 exemplaires. La série des abonnements, dès 1832, donne d'ailleurs un indice sur l'évolution irrégulière de ce quotidien. Le pourcentage des abonnements extérieurs, d'inférieur à 50% du tirage total, en 1836, passa au-dessus de 60%, en 1837 et 1838.

Avant la *Presse*, il aurait fallu parler du *Journal général de France*, qui, le premier, éprouva la formule de la presse à bon marché en paraissant, en mars 1836, avec un prix d'abonnement annuel de 48 fr.<sup>63</sup>. Sa tendance fut « franchement conservatrice<sup>64</sup> » : ce journal fut, en effet, pendant les années où il parut, « un organe de Guizot et de ses amis...<sup>65</sup> », ce qui constitue probablement son intérêt essentiel. Le tirage fut en baisse constante, ce qui se trouve confirmé, du côté des abonnements départementaux, jusqu'en 1839. Le pourcentage de ces derniers fut d'ailleurs exceptionnellement

---

<sup>61</sup> Le journal s'appelait *La France nouvelle*, titre conservé jusqu'au 10 juin 1833, date à laquelle fut repris l'ancien titre, abandonné en 1829 : *Journal de Paris*, titre qui fut complété, le 6 juillet 1834, par l'adjonction... *et des départements*, adjonction qui fut, à son tour, soustraite en février 1837 (HATIN, *Bibliographie...*, p. 78).

<sup>62</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 78.

<sup>63</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 395, qui signale une autre particularité, celle de l'heure de parution : entre 10 et 11 heures du matin, pour Paris, et passé midi, pour les départements, ce qui lui permettait d'être plus actuel que les journaux du matin et de devancer les journaux du soir.

<sup>64</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 395.

<sup>65</sup> H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXXXII. Il fut absorbé par l'*Univers*, le 15 juin 1840.

élevé, dépassant 80%, en 1836 et 1837, 70%, en 1838, ce qui tient peut-être à la nature propre de ce journal, pas tout à fait journal du matin, apportant, dans les départements, les mêmes nouvelles officielles que le *Moniteur Universel* et démarquant les principaux articles des quotidiens du matin. En bref, ce ne fut jamais qu'un journal d'importance secondaire, malgré le patronage de Guizot, qui paraît, d'ailleurs, n'avoir guère porté de chance aux journaux dont il fut le «protecteur».

Tableau IX

*Journal général de France*

Années	Tirages	Abonnements
1836	3600	2894
1837	2970	2408
1838	2447	1700
1839	—	1056

Parmi les journaux conservateurs, il convient d'en citer deux encore qui parurent à la fin de la monarchie de Juillet. La *Patrie* est un journal mal connu: il parut dès novembre 1841, dit Hatin, fondé par Pagès de l'Ariège, et comprit deux éditions par jour<sup>66</sup>. Les quelques chiffres que nous possédons le situent parmi les plus importants des petits quotidiens, dans la fin du règne de Louis-Philippe, en dépit d'une baisse de tirage et d'abonnements provinciaux, ces derniers constituant une faible partie du tirage global.

Tableau X

Années	<i>Patrie</i>		<i>Esprit Public</i>	
	Tirages	Abonnements	Tirages	Abonnements
1845	3735	—	4636	—
1846	3140	537	3649	862
1847	—	507 <sup>67</sup>	—	890 <sup>67</sup>

L'*Esprit Public* n'est pas mieux connu: paraissant dès septembre 1845, il fut absorbé — bien que tirant à un nombre d'exemplaires un peu supérieur — le 26 février 1847 par la *Patrie*. Fondé par Charles de Lesseps, il doit — son supplément *Afrique* portant sur

<sup>66</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 415.

<sup>67</sup> Seulement janvier et février 1847.

les affaires algériennes tendrait à le prouver — avoir défendu les positions de milieux intéressés aux problèmes d'outre-mer. Le pourcentage des abonnements est, là aussi, faible, encore que supérieur à celui de la *Patrie*. Il est d'ailleurs regrettable que nous ne possédions pas le chiffre de tirage de 1847, ce qui aurait permis de saisir l'effet de la fusion sur le tirage de la *Patrie*<sup>68</sup>.

d) *Journaux légitimistes* (Gazette de France, Quotidienne, La France, Univers, Union Monarchique)

Une place à part doit être faite à la *Gazette de France* et à la *Quotidienne*, qui, avec une constance assez habile dans le cas du premier, assez rebutante dans le cas de la seconde, défendirent la cause de la branche aînée, exilée en 1830, sans oublier *La France* et plus tard *l'Univers*.

L'évolution de la *Gazette de France*, sous le règne de Louis-Philippe, est marquée, la chose a souvent été dite, par la personnalité de l'abbé de Genoude, curieux personnage s'il en fût. Cette feuille importante avait alimenté la chronique politique à la fin de la Restauration jusqu'à sa fusion avec *l'Etoile* qui amena dans sa rédaction celui qui devait la diriger après 1830. C'est l'occasion de relever combien l'histoire de certains journaux est l'histoire des hommes qui les dirigèrent de façon presque exclusive. M. de Genoude donna ainsi à la *Gazette de France* une politique nettement légitimiste, mais « progressiste » par sa revendication du suffrage populaire, comme moyen d'amener le rétablissement du monarque légitime<sup>69</sup>. Cette prise de position qui ne considérait plus la monarchie comme de droit divin, mais comme de « droit national », entraîna de nombreuses polémiques, notamment avec la *Quotidienne*, qui défendait aussi la cause des Bourbons, cela aussi parce que la *Gazette de France*, à son curieux nationalisme monarchiste, ajoutait le gallicanisme, sur le plan ecclésiastique, alors que la *Quotidienne*

<sup>68</sup> Un dernier journal pourrait être mentionné parmi les journaux conservateurs : le *Moniteur du Commerce/la Paix*. Nous ne possédons que des chiffres de tirage incomplets à son sujet : 2102, en 1836, 2199, en 1837 ; les abonnements extérieurs constituant le 50 % environ de ces tirages. Si le *Moniteur du Commerce* cessa de paraître en 1837, *La Paix* continua de paraître.

<sup>69</sup> Voir à ce propos H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXV—LXVI.

était ultramontaine. Après une dure lutte contre le régime de Louis-Philippe, entre 1830 et 1835, la *Gazette de France* parut se modérer, faisant difficilement face à la concurrence des journaux nouveaux et dut compter, sans doute, avec une progressive diminution de son public, ce qui se traduit par une baisse importante, par rapport au chiffre d'abonnés de 1832, et, d'année en année, de 1836 à 1838. Le 15 août 1839, la *Gazette de France* absorba l'*Europe Monarchique*<sup>70</sup>, à une époque où son tirage paraît s'être quelque peu stabilisé. La fin de la monarchie de Juillet montre que le tirage a baissé nettement en 1845 et continue à baisser en 1846. Cette tendance est confirmée par l'évolution des abonnements distribués dans les départements: baisse de 1834 à 1838, stabilisation en 1839 et 1840, baisse légère en 1841. En revanche, une hausse se marque dans les années 1846 et 1847: comment l'expliquer? Ce qui est certain, c'est que la *Gazette de France* avait, au début de la monarchie de Juillet, un des plus hauts pourcentages d'abonnés départementaux — ce qui est loin d'être indifférent pour la compréhension de l'influence de la feuille légitimiste — et cela, malgré la présence, en province, de journaux, dont le nombre varia d'ailleurs, défendant des positions analogues. Cela s'explique-t-il par une forme de fidélité propre à un groupe de lecteurs, probablement en voie de diminution, et qu'on doit situer dans la noblesse et la bourgeoisie provinciale, à défaut d'en savoir plus long sur ces abonnés? Les pourcentages, en effet, oscillent entre 68%, en 1846, et 88%, en 1840.

Du côté de la *Quotidienne*, dont nous avons indiqué qu'elle se trouva, à plus d'une reprise, dans le camp légitimiste, à l'opposé des positions de la *Gazette de France*, dont elle n'eut jamais l'importance, on se trouve dans une atmosphère traditionnaliste, dans un climat dont l'anachronisme ne paraît avoir cessé de se marquer: «Royalisme imperturbable», dit Hatin<sup>71</sup>; «foncièrement catholique»,

<sup>70</sup> Il s'agit d'un journal qui parut dès le 1<sup>er</sup> janvier 1837 pour disparaître lors de la fusion en question, qui s'appela successivement l'*Europe*, puis l'*Europe monarchique*, qui fut dirigé politiquement par Berryer, à un certain moment. Son tirage: 1837: 2516; 1838: 1531, avec un pourcentage très élevé d'abonnements départementaux (HATIN, *Bibliographie...*, p. 402).

<sup>71</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 235.



Tableau XI

Années	Gazette de France		Quotidienne	
	Tirages	Abonnements	Tirages	Abonnements
1832	—	7496	—	3432
1834	—	5544	—	3155
1835	—	5233	—	2883
1836	6666	4756	4025	2714
1837	5506	4530	3885	2612
1838	5166	4177	3618	2288
1839	—	4496	—	2027
1840	5165	4490	3143	2092
1841	4899	4007	2664	1907
1845	3330	—	3153	—
1846	2946	1985	3063	2412
1849	—	2633	—	2275

souligne H. T. Deschamps qui ajoute qu'«elle n'était disposée à faire aucune concession à la démocratie sur le plan de la doctrine<sup>72</sup>.» Journal à l'«indignation mesurée, sagement entretenue, qui se manifestait le plus souvent sous une forme ironique, très spirituelle, sinon très généreuse...<sup>73</sup>». La feuille légitimiste montra un intérêt constant, minutieux à la chose publique, mais ne réussit pas à atténuer, face aux changements d'intérêt et d'orientation de l'esprit public, la baisse des tirages marquée de 1836 à 1841, baisse confirmée par l'évolution des abonnements départementaux de 1832 à 1841. Certes, la *Quotidienne*, contrairement à la *Gazette de France*, s'était en partie adaptée, face à la concurrence, en abaissant le prix de son abonnement annuel de 80.— à 40.— fr. en 1843, pour le remonter, d'ailleurs, à 48 fr. puis à 60 fr., en agrandissant son format. En 1845, le tirage est légèrement inférieur à 1841 : ces changements de prix ont-ils eu pour effet une stabilisation ? Du côté des abonnements, on relève en 1846 un nombre légèrement supérieur à celui de 1841, mais, en 1847, la baisse reprend, comme elle s'était marquée pour le tirage en 1846, par rapport à l'année précédente. Le pourcentage des abonnés provinciaux, qui devaient se recruter dans le même groupe social que ceux de la *Gazette de*

<sup>72</sup> H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXVII.

<sup>73</sup> H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXVIII.

*France*, fut constamment élevé dans le tirage total, encore que moins important que celui de la rivale légitimiste: ils oscillèrent entre 63%, en 1838, et 80%, en 1846.

Troisième quotidien du groupe légitimiste, *La France*, qui s'appela d'abord *Brid'Oison*<sup>74</sup>, définit l'essentiel de sa politique dans son sous-titre de novembre 1834: «Journal des intérêts monarchiques et religieux de l'Europe.» Il devait paraître sans arrêt de son lancement, en 1832, à sa fusion avec la *Quotidienne* et l'*Echo Français*, à l'exception, toutefois, de la suspension de la fin de 1832. L'histoire même du journal est mal connue et l'on ne peut guère citer d'éléments précis, sinon le fait que la *France* défendit des positions aussi traditionnalistes que la *Quotidienne*<sup>75</sup>, d'où un certain parallélisme dans la destinée de ces deux journaux qui finirent par n'en faire qu'un. Comme la *Quotidienne*, *La France* abaissa son abonnement à 60 fr., mais vit son tirage la maintenir au niveau des plus faibles parmi les petits quotidiens. Jamais le chiffre de 1500 exemplaires tirés ne fut dépassé — avec, cependant, une progression lente du tirage de 1836 à 1845 — comme celui de 1000 pour les abonnements de province, sauf en 1841, 1846 et 1847. Les séries de tirages et d'abonnements extérieurs sont d'ailleurs, en tenant compte des moyennes mensuelles, difficiles à confronter, notamment en 1841, les chiffres d'abonnements étant supérieurs à ceux des tirages. Les pourcentages de ces abonnements, aux années où ils peuvent être calculés, furent élevés, toujours supérieurs à 65% du tirage global.

L'*Union Monarchique*, résultant de la fusion de la *Quotidienne*, de *La France* et de l'*Echo Français*<sup>76</sup>, commença à paraître en février 1847. De ce fait, les seuls chiffres à son sujet concernent des répartitions d'abonnements provinciaux: février 1847: 5050; juillet: 4860; août: 4880; ce qui n'atteint pas le total des abon-

<sup>74</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 381: *Brid'Oison*, de janvier à décembre 1832, où il fut suspendu, et de septembre 1833 au 30 novembre 1834, date à laquelle il devint la *France*.

<sup>75</sup> Citons, à titre documentaire, la définition d'E. de Girardin, dans la *Presse* du 3 mai 1846: «Une bonne personne peu habituée à faire du bruit» (cité par H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXIX).

<sup>76</sup> Voir la notice sur l'*Echo Français* à la p. 281.

Tableau XII

*Brid'Oison/La France*

Années	Tirages	Abonnements
1832	—	—
1834	—	175
1835	—	598
1836	957	529
1837	1160	803
1838	1199	730
1839	—	705
1840	1193	841
1841	1222	1132
1845	1486	—
1846	1438	1042
1847	—	1065 <sup>77</sup>

ments provinciaux des trois feuilles qui fusionnèrent : il y aurait donc eu perte d'abonnés dans les départements, à la suite de cette fusion.

Reste l'*Univers* : nous n'avons tenu compte de l'évolution de ce journal qu'à partir du moment où il devint proprement politique. Il avait, en effet, commencé à paraître en 1833, le 5 octobre, comme journal religieux, recueillant les restes de la *Tribune catholique*, elle-même héritière de l'*Avenir* de fameuse mémoire. L'importance de l'*Univers* sur le plan politique date, à peu de choses près, de l'apparition, dans sa rédaction, de Louis Veuillot, en 1843. Dès lors, le journal prit sur ce plan la défense des intérêts religieux catholiques<sup>78</sup>. Il avait absorbé, en 1840, le *Journal général de France*, fusionné, en 1843, avec l'*Union Catholique* et devint ce que les *Débats* appelèrent un « journal de petit format et de grande vertu<sup>79</sup> ». Il faut noter qu'à la place de la *Gazette de France* et surtout de la *Quotidienne*, l'*Univers* exerça, à la fin de la monarchie de Juillet, une influence considérable dans les milieux catholiques, plus adapté qu'il paraît avoir été à l'évolution politique de ce moment. Le

<sup>78</sup> H. T. DESCHAMPS cite, à ce propos, une nette mise au point de Louis Veuillot, parue dans l'*Univers*, du 1<sup>er</sup> juillet 1846 (*op. cit.*, p. LXXI).

<sup>79</sup> H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXXII.

<sup>77</sup> Seulement janvier 1847.

tirage, qui oscilla entre 900 et 1600 exemplaires à l'époque « ecclésiastique », passa à plus de 4000, en 1845, ce qui fit de l'*Univers*, l'un des premiers des « petits » journaux, avec un pourcentage élevé d'abonnés de province, plus de trois quarts, ce qui renforce le fait que les journaux de ce groupe légitimiste comptent parmi ceux qui ont une clientèle d'abonnés en grande majorité provinciale.

Tableau XIII

Années	<i>Univers</i>	
	Tirages	Abonnements
1845	4713	—
1846	4158	3190
1847	—	3271

Pour conclure, si ce groupe légitimiste n'est pas composé d'organes homogènes dans la défense de leurs positions politiques, chez tous, cependant, se retrouve une attitude commune d'opposition au régime. C'est pourquoi il vaut la peine de noter quelle fut la part prise par ces journaux dans le tirage moyen global des quotidiens de Paris : en 1836, 17,6 % ; 15 % en 1837 ; 13 % en 1838, en ne considérant que la *Gazette de France*, la *Quotidienne*, la *France* et l'*Europe Monarchique* ; en 1840, 9,2 %, en 1841, 8,2 % en ne considérant que les trois premiers cités ; en 1845, 8,5 %, en 1846, 8,7 % pour la *Gazette de France*, la *Quotidienne*, la *France* et l'*Univers*. L'influence est donc limitée, en dépit du fait que l'*Univers* a pris la relève, en 1845 et 1846, des feuilles plus anciennes. Cependant, vu le fort pourcentage d'abonnés de province, c'est presque par rapport aux journaux de province qu'il faudrait estimer leur influence. Est-ce possible, en l'absence d'indications sur la répartition géographique de ces abonnements ?

e) *Journaux de « gauche »* (National, Bon Sens, Siècle, Réforme, Démocratie Pacifique)

Le seul journal de cette tendance qui survécut pendant toute la monarchie de Juillet fut le *National*. Son apparition, on le sait, au début de 1830, fut d'une grande importance politique, figurant parmi les signes qui annoncèrent le terme de la Restauration.

Il connut, après la révolution de Juillet, une carrière agitée, parsemée de procès intentés par le gouvernement à ses gérants. Il fut finalement supprimé pour reparaître sous le titre de *National de 1834*. Il fut dirigé par Armand Carrel, qui y laissa sa griffe, jusqu'à sa mort dans le fameux duel avec E. de Girardin. Plus tard, Bastide, puis Marrast — un ancien de la *Tribune* — figurèrent parmi les personnalités qui assurèrent la direction politique du journal. Hostile à Louis-Philippe, presque dès le début de son règne, sa tendance politique, d'anti-dynastique, au début de la monarchie de Juillet, paraît s'être radicalisée, devenant franchement républicaine pour le rester, avec plus ou moins de virulence, jusqu'à 1848. En dépit de ses prises de position nombreuses, notamment sur les problèmes des réformes constitutionnelle et électorale, le *National* ne vit son tirage varier que relativement peu, ce qui pourrait s'expliquer par le contenu même du journal, ainsi que l'indique judicieusement H. T. Deschamps: «Pour tout dire, le *National* était trop intellectuel pour satisfaire aux goûts des bourgeois de Juillet et *a fortiori* pour plaire aux ouvriers<sup>80</sup>». L'étude même de cette position de l'influence du *National* dans le milieu social devrait un jour être entreprise, plus peut-être qu'une autre, étant donné son intérêt tout particulier. «Peut-être plus lu dans les départements qu'au cœur de Paris», écrit encore H. T. Deschamps: ce que confirment les chiffres, le tirage se situant entre 3000 et 4000 exemplaires, de 1836 à 1838, entre 4500 et 5200, en 1840 et 1841 — peut-être en rapport avec les campagnes politiques, soutenues alors dans les colonnes du journal — entre 4000 et 4500, en 1845 et 1846. Du côté des abonnés, les variations sont plus nombreuses, plus contradictoires: baisse de 1834 à 1837, hausse de 1838 à 1840, puis nouveau recul. Le pourcentage de ces abonnements provinciaux fut toujours supérieur à 55% (chiffre de 1837), pour monter jusqu'à 87,5% en 1840, à nouveau en coïncidence avec la première campagne réformiste.

Il n'y a guère à dire du *Bon Sens*, né en 1832, disparu en 1839, sinon qu'il figura parmi la presse d'opposition de «gauche», qu'il se voulut le défenseur des «intérêts démocratiques», si l'on en croit

---

<sup>80</sup> H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. XCIII.



Tableau XIV

Années	National		Bon Sens	
	Tirages	Abonnements	Tirages	Abonnements
1832	—	1910	—	—
1834	—	2911	—	2550
1835	—	2666	—	831
1836	3958	2450	1647	490
1837	3375	1817	730	290
1838	3785	2355	?	328
1839	—	2774	—	398
1840	4502	3940	—	—
1841	5194	3455	—	—
1845	4062	—	—	—
1846	4280	3147	—	—
1847	—	3237	—	—

son sous-titre, et qu'en outre, il se voulut journal à bon marché. Il fut dirigé par Louis Blanc notamment, mais sa carrière demeure pour l'instant aussi mal connue que celles d'autres quotidiens de second ordre. Les chiffres de tirage le situent, en effet, parmi les derniers de cette catégorie, mais, si l'on peut en croire les chiffres d'abonnements extérieurs de 1834, il dut figurer parmi les journaux de tirage moyen, avant d'en arriver là, surtout si l'on considère que sa diffusion en province ne paraît guère constituer un pourcentage élevé du tirage global. Ce serait donc de décadence qu'il faudrait parler dans ce cas : il resterait à en expliquer les raisons.

Le *Siècle* fut le rival de la *Presse*, non seulement sur le plan de la presse populaire nouvelle, mais aussi sur le plan politique, sa tendance de «gauche» modérée s'opposant au conservatisme indépendant de l'organe d'E. de Girardin. Son évolution est cependant moins connue, en dépit du fait qu'il s'agit du journal le plus important de cette époque, quantitativement parlant. Dutacq, «Napoléon de la presse» ou faiseur? Hatin pose le problème. Ce qui est certain, c'est que le personnage, imitateur ou initiateur, réussit à lancer le *Siècle* et à lui donner, en cinq ans, un chiffre de tirage qui n'avait peut-être jamais été atteint dans la presse quotidienne française, dépassant 30 000 exemplaires. En dépit d'un patronage de la gauche dynastique, le *Siècle* ne fut cependant pas un journal politique, au premier chef, mais s'attacha une clientèle populaire,

beaucoup plus que la *Presse*, avec les mêmes moyens que celle-ci. A ce propos, le témoignage d'Hatin est précieux à retenir : « On a dit du *Siècle* que c'était le journal des épiciers et des marchands de vin. Ce qu'il y a de certain, c'est que, grâce à ses romans et au ton général de sa rédaction, il s'est créé un immense auditoire parmi le public affairé des trafiquants des villes et des campagnes ; c'est lui qui a commencé l'éducation de cette classe laborieuse du pays qui a besoin d'une monnaie d'idées toutes frappées et d'une valeur moyenne pour ses échanges quotidiens...<sup>81</sup> ». Les feuilletons mêmes du *Siècle*, peut-être plus populaires de niveau que ceux d'autres journaux, lui assurèrent cette vaste clientèle de lecteurs, sans doute plus importante que le chiffre des abonnés proprement dits, et qui se maintint jusqu'à la fin de la monarchie de Juillet. Parallèlement au feuilleton, durent pénétrer, au moyen de « cette feuille un peu prudhommesque qui hésitait chaque jour entre la modération et le radicalisme, qui prêchait les mérites de la religion tout en combattant ouvertement le clergé, qui attaquait la cour en respectant le roi, et qui déclamait contre la Sainte Alliance tout en souhaitant le maintien de la paix...<sup>82</sup> », des rudiments d'idées de gauche, dans les classes populaires, beaucoup plus que par l'instrument du *National*. L'analyse du tirage montre une augmentation extraordinaire de 1836 — dans ses six premiers mois, le tirage du *Siècle* resta inférieur à celui de la *Presse* — à 1841, où le chiffre dépassa 37 000 exemplaires, même 40 000 exemplaires, si l'on se fie à certaines moyennes mensuelles. Le niveau des 30 000 franchi entre le milieu de 1838 et le début de 1840, les tirages lui demeurèrent supérieurs dans des proportions diverses, le niveau de 40 000 exemplaires étant dépassé, à nouveau, en février 1846. Quotidien considérable donc, le seul de cette époque, et qui, à ce titre, mériterait une étude particulière, notamment de son contenu en rapport avec le public que cette feuille chercha à atteindre et à retenir. Les abonnements provinciaux suivirent la progression jusqu'en 1840, marquèrent un recul, en 1841, au moment du plus fort tirage moyen. Le chiffre des 20 000 abonnés en province fut

---

<sup>81</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 402.

<sup>82</sup> H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXXXIX.

franchi en 1840, ce qui confirme qu'il y eut, cette année-là, un saut en avant dans l'évolution. Les abonnements restèrent, dès lors, au-dessus de 20 000 exemplaires, dans des proportions d'ailleurs assez faibles, jusqu'à la fin de la monarchie de Juillet, ce qui constitue, sans doute, une autre forme de record. Le pourcentage des abonnements départementaux dans le tirage total fut très variable, mais dépassa constamment 50% : 75%, en 1836, 58%, en 1837, 54%, en 1838 — proportion la plus faible — 80%, en 1840 — proportion la plus forte — 56%, en 1841, 65%, en 1846. Pour conclure, on peut rappeler les très forts pourcentages que prit le *Siècle* dans l'ensemble de la presse quotidienne parisienne, et qui lui assurèrent une position relativement dominante, qu'il partagea avec la *Presse* et le *Constitutionnel*, dans la dernière partie du règne de Louis-Philippe.

Tableau XV

Années	Siècle	
	Tirages	Abonnements
1836	2 222	1 600
1837	11 138	6 452
1838	14 066	7 637
1839	—	12 296
1840	33 366	26 830
1841	37 500	21 154
1845	34 996	—
1846	32 885	21 500
1847	—	21 075

Deux quotidiens politiques de «gauche» commencèrent leur carrière, presque jour par jour, à la même date, dans l'année 1843, l'un, entièrement nouveau, l'autre, héritier de plusieurs revues qui s'étaient succédé, depuis le début de la monarchie de Juillet, porteuses d'une doctrine sociale précise. La feuille nouvelle fut lancée, le 29 juillet 1843, par la faction républicaine la plus violemment réformiste qui gravitait autour du radical Ledru-Rollin, d'où son nom : *la Réforme*. Ses tendances ? Démocratiques d'extrême-gauche, révolutionnaires, beaucoup plus radicales que celles du *National* de Marrast. Son tirage ne fut guère élevé et la maintint parmi les petits quotidiens : 1698 exemplaires, en 1845, 1860, en 1846.

Parallèlement, 1405 abonnés départementaux, en 1846, et 1415, en 1847. Ainsi apparaissent nettement les pourcentages élevés de lecteurs provinciaux d'un journal dont les articles furent fréquemment reproduits, comme cela se produisit pour le *National*, par des organes provinciaux de même tendance.

La *Démocratie Pacifique*, de Victor Considérant, se voulait aussi défenseur des intérêts populaires, mais il faut convenir que, dès le 1<sup>er</sup> août 1843, moment où fut établi son statut de quotidien, l'héritage fouriériste pesa lourd. De ce fait, la situation du journal, doctrinaire, sociétaire, était sensiblement analogue à celle de la *Réforme*, à la fin du règne de Louis-Philippe, c'est-à-dire une influence limitée à une minorité. En 1845, le tirage se monta à 2247, en 1846, à 1665 exemplaires, les abonnements provinciaux s'élevant à 1387, en 1846, et 1288, en 1847. Là encore, le pourcentage de ces derniers dans le tirage global est très élevé.

f) *Un journal qui fut bonapartiste* (Journal du Commerce)

Avec, derrière lui, un passé déjà long au début de la monarchie de Juillet, le *Journal du Commerce*, jusqu'au 10 mai 1837, le *Commerce*, dès cette date, défendit, sur le plan économique, les positions du libéralisme, sur le plan politique, se montra «gauchisant». Si nous l'avons retenu et mis à part ici, c'est parce qu'il connut un sort peu commun dans la presse quotidienne de Paris et, alors, si l'on en croit Hatin, «la période la plus brillante de sa carrière<sup>83</sup>», en passant sous le contrôle des partisans du prince Louis-Napoléon. Le *Commerce* fut, en effet, acquis, dès 1838, semble-t-il, pour défendre la thèse bonapartiste, par des hommes de main de cette faction. Ce contrôle même suscita des disputes sourdes — qu'il faudrait mettre au clair — entre bonapartistes de diverses tendances, plus ou moins aventuriers, ce qui amena, après une période de succès, une situation critique, dès 1842. Le *Commerce* ne devait, d'ailleurs, pas cesser de connaître une vie agitée, une fois que ses maîtres bonapartistes l'eurent abandonné. Ce qui paraît ici important, c'est de souligner que les chiffres de tirages confirment

---

<sup>83</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 259.

l'affirmation de *Hatin*: hausse continue de 1836 à 1841, avec un tirage qui fit plus que tripler, les abonnements suivant, à peu de choses près, la même tendance. Dans cette phase, le *Commerce* absorba une autre feuille bonapartiste de second plan, le *Capitole*, en décembre 1840. Ce cas tend à prouver, comme déjà celui de l'*Union monarchique*, en 1847, ou celui de la *Gazette de France* et de l'*Europe Monarchique*, en 1839, que, lors d'une fusion, les tirages et abonnements extérieurs du journal nouveau n'atteignirent jamais la somme des tirages et abonnements provinciaux des journaux qui fusionnèrent. Dans le cas du *Commerce*, le pourcentage des abonnements distribués dans les départements fut très variable.

Tableau XVI

Années	<i>Journal du Commerce</i>	
	Tirages	Abonnements
1832	—	821
1834	—	842
1835	—	752
1836	1828	869
1837	2790	1776
1838	3762	1759
1839	—	2169
1840	4642	3250 <sup>84</sup>
1841	5717	3043
1845	2632	—
1846	2947	1585
1847	—	1985

g) *Les journaux satiriques* (Charivari, Corsaire)

Le cas de cette catégorie de journaux mérite d'être traité à part: leurs tirages ne furent pas très élevés, mais il est certain que ces feuilles ont laissé une trace dans les préoccupations des milieux

<sup>84</sup> Chiffres de décembre 1840, *Commerce* et *Capitole*; en novembre, le *Commerce* avait 2730 abonnés provinciaux, le *Capitole*, 580. Du côté des tirages, le *Commerce* avait comme moyenne en 1840, 4642, le *Capitole* 1534; la somme de ces chiffres est supérieure, dans les deux cas, aux chiffres indiqués pour le *Commerce*, en 1841.



politiques de la monarchie de Juillet, tant peut être vif le pouvoir expressif d'un article satirique ou, surtout, d'une caricature, qu'elle soit signée de Daumier ou d'un autre. Ce n'est pas par hasard, en effet, que l'une des lois de septembre 1835 portait sur les conditions, très strictes, de publication des caricatures. N'y a-t-il pas là, dans une certaine mesure, aveu de la part des autorités, quant à l'influence percutante du dessin, cela, surtout à une époque où l'analphabétisme est encore développé et où la lecture demeure souvent le privilège d'une minorité relative, d'un certain niveau social. Cet effet plus virulent du dessin se trouve traduit dans les chiffres de tirage, plus faibles pour le *Corsaire* qui ne publie que des articles que pour le *Charivari* qui, lui, publie des caricatures.

Tableau XVII

Années	<i>Corsaire</i>		<i>Charivari</i>	
	Tirages	Abonnements	Tirages	Abonnements
1832	—	262	—	—
1834	—	252	—	691
1835	—	255	—	771
1836	811	197	918	408
1837	830	147	1255	733
1838	702	141	1756	969
1839	—	128	—	1622
1840	557	101	2792	1645
1845	835	—	2818	—
1846	856	232	2740	1705
1847	—	288	—	1717

Le *Corsaire*, fondé en 1822, absorba, en 1844, le *Satan*, autre journal satirique : tel est, en deux points, son histoire connue. Son tirage ne dépassa que rarement le niveau des mille exemplaires. Faibles variations du côté des abonnements provinciaux qui ne dépassèrent jamais 300 exemplaires et ne constituèrent jamais qu'un pourcentage faible, l'un des plus faibles que nous ayons repéré dans cette étude, tout ceci résumant la situation d'une feuille qui, constamment, figura parmi les dernières de la presse quotidienne de Paris.

On ne peut pas en dire autant du *Charivari*, né, lui, dans les premières années de la monarchie de Juillet, et qui connut des

tirages dépassant 2000 exemplaires, dès 1840, et cela jusqu'à la fin du régime. Les abonnements provinciaux marquent une hausse constante de 1836 à 1840, puis se stabilisent à plus de 1500 exemplaires. Les pourcentages de ces abonnements sont notablement plus élevés que ceux du *Corsaire*, dépassant constamment 50%, dès 1837. Le *Charivari* paraît d'ailleurs avoir eu des lecteurs dans tous les milieux, qui étaient acquis beaucoup plus à son attitude critique qu'à sa tendance politique difficile à définir<sup>85</sup>.

#### *h) Un journal officiel (Moniteur Universel)*

Dans le *Moniteur Universel*, autre cas particulier, la matière, on le sait, se répartissait entre deux sections d'importance nettement variable, l'une, d'avis officiels, l'autre, rédactionnelle, occupée principalement par des nouvelles de l'étranger, par de très longues recensions des séances parlementaires et par des feuilletons littéraires et artistiques, sans compter une partie publicitaire. La série des tirages de ce journal est, sans doute, la plus régulière qu'il ait été possible de repérer dans cette étude, le nombre d'exemplaires quotidiens se tenant, en moyenne, entre 2000 et 2500, avec de

*Tableau XVIII*

Années	<i>Moniteur Universel</i>	
	Tirages	Abonnements
1832	—	751
1834	—	814
1835	—	748
1836	2417	752
1837	2424	721
1838	2428	738
1839	—	736
1840	2367	767
1841	2072	731
1845	2138	—
1846	2065	715
1847	—	763

<sup>85</sup> «Plus ou moins radical d'inspiration», dit H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. XCIV, mais avec des abonnés légitimistes.

très faibles variations d'une année à l'autre. Du côté des abonnements, même régularité, le *Moniteur Universel* oscillant entre 700 et 800 exemplaires distribués en province. De ce fait, les pourcentages de ces derniers dans le tirage global sont très constants, mais relativement faibles: toujours supérieurs à 30%, mais ne dépassant pas 40%. Ainsi, à la stabilité administrative, s'ajoute l'indice d'une stabilité dans les tirages et leur répartition, qui est celle d'un journal sans histoire propre, mais porteur de celle de l'Etat et d'autres.

i) *Journaux sans étiquettes* (Echo Français, Estafette)

Reste à examiner le cas de deux journaux sans tendances, sans étiquettes politiques propres, affirmées, en raison de leur composition même. Le premier, datant de 1829 et qui parut jusqu'en 1847, sortait au milieu de la matinée et, selon un principe analogue au *Journal général de France*, présentait «à ses lecteurs pour 60 fr. par an un choix d'articles puisés dans les principales feuilles du jour même...<sup>86</sup>». Cette revue des journaux, qui figura dans l'*Echo Français*, dès le début de 1830, constituait le seul intérêt d'un journal qui finit par fusionner avec la *Quotidienne* et la *France* pour constituer l'*Union Monarchique*. Son tirage ne dépassa jamais 2500 exemplaires: il varia cependant, en s'élevant d'un groupe d'années à l'autre: 1200—1300, puis 1900—2100, enfin 2400, pour redescendre en 1846. On peut comprendre qu'un journal ainsi composé ait eu beaucoup d'abonnés en province: le pourcentage de ces derniers est très élevé, allant, si l'on en croit les chiffres, jusqu'à absorber la quasi totalité du tirage, ou à le dépasser en 1838 et en 1840, cette situation se retrouvant au niveau des moyennes mensuelles: cas inexplicables, dans l'impossibilité où l'on se trouve de contrôler l'exactitude de tel ou tel chiffre.

L'*Estafette* est aussi constituée essentiellement d'extraits d'autres journaux, sans aucun apport original: «Journal dégagé de tout esprit de coterie et destiné à reproduire avec impartialité les nuances d'opinions qui se partagent le champ de la politique... écho fidèle

---

<sup>86</sup> H. T. DESCHAMPS, *op. cit.*, p. LXIX.

et sûr de la presse française», cite Hatin<sup>87</sup>. Lancé plus tard que l'*Echo Français* — dès février 1833 — ce journal atteignit des chiffres de tirages beaucoup plus élevés que celui-ci. Le niveau des 3000 exemplaires était dépassé, peut-être, en 1835, en tout cas en 1836 et 1837, celui des 5000, atteint en 1840, pour en revenir, en 1845 et 1846, au niveau antérieur, avec des variations en moins en 1838 et en 1841. Les abonnements provinciaux montrent des variations divergentes, mais constituent cependant plus de la moitié du tirage global, passant de 55%, en 1837, à plus de 80%, en 1838 et 79%, en 1846. Il semble, dès lors, que, dans la concurrence que durent se livrer, auprès d'un certain public, ces deux journaux, l'*Estafette* l'emporta de beaucoup, ne se plaçant cependant qu'au niveau des premiers des petits quotidiens de la presse parisienne, sauf en 1840.

Tableau XIX

Années	<i>Echo Français</i>		<i>Estafette</i>	
	Tirages	Abonnements	Tirages	Abonnements
1832	—	1164	—	—
1834	—	1843	—	550
1835	—	1425	—	2609
1836	1325	1255	3505	2451
1837	1233	1171	3639	2012
1838	1215	1216 (?)	2809	2255
1839	—	1433	—	2615
1840	1977	2060 (?)	5046	3342
1841	2114	1922	4782	3011
1845	2475	—	2976	—
1846	2168	2170 (?)	3195	2460
1847	—	2010 <sup>88</sup>	—	2996

\* \* \*

Aux conclusions déjà énoncées au terme de l'analyse globale de la presse quotidienne de Paris, il convient d'ajouter brièvement quelques points.

Tout d'abord, une confirmation. En situant cette étude, nous

<sup>87</sup> HATIN, *Bibliographie...*, p. 388.

<sup>88</sup> Seulement janvier 1847.

avons relevé notamment un fait : la naissance et la progression d'une presse nouvelle, se situant dans la seconde moitié de la monarchie de Juillet, en rapport avec la désaffection croissante à l'égard de la presse purement politique, ou, plutôt, en rapport avec une modification — augmentation, renouvellement — du public des lecteurs de journaux. Les chiffres sont venus confirmer cette évolution, en préciser les contours : les journaux nouveaux ou renouvelés, nous l'avons dit au terme de l'analyse globale, à peine nés, se sont placés aux premiers rangs, allant jusqu'à publier progressivement plus de la moitié des exemplaires tirés dans les imprimeries parisiennes de quotidiens, distançant les petits journaux de la presse ancienne. Ce succès, l'analyse des tirages, isolés ou groupés avec d'autres de tendances semblables, montre qu'il est le fait de journaux qui, ayant lancé ou adopté les formules nouvelles essentielles — abonnement à 40 fr., roman-feuilleton, chroniques et faits-divers abondants, grand format — devinrent populaires, par le jeu même de cette dialectique entre le lecteur et l'éditeur du journal, dont le tirage est le meilleur indice. N'y a-t-il pas là l'explication des différences qu'on peut relever entre les progrès des grands journaux et les décadences relatives des petits ; des différences qu'on peut aussi relever, par exemple, entre les progrès du *Siècle*, habilement mené par Dutacq, et ceux, relativement moins assurés, de la *Presse* ? On peut, dès lors, avancer que ce fut dans la mesure où ils recoururent à ces formules nouvelles que certains journaux réussirent à se lancer, à se maintenir ou même progressèrent, avec un succès plus ou moins grand. Ce fut le cas du *Constitutionnel* refondu, ce fut le cas de l'*Epoque*. *A contrario*, le cas de la *Gazette de France* ou celui du *Courrier Français*. Cependant, il semble bien que l'adoption d'une ou deux de ces formules nouvelles, à l'exclusion des autres, n'ait pas suffi à assurer nécessairement la stabilité du journal qui y recourut. En effet, la réussite paraît avoir été atteinte, à la condition que le journal se soit ou renouvelé, non partiellement, mais en entier, ou qu'il ait été lancé entièrement selon le mode nouveau, à la condition qu'il ait abandonné l'aspect et le contenu traditionnels des feuilles de l'ancienne presse ou qu'il ait modifié les proportions respectives de ses diverses rubriques. Ce que tendrait à prouver, face à la *Quoti-*



*dienne*, qui n'apporta que des changements limités à sa publication, l'évolution du *Constitutionnel*, seul quotidien à avoir passé, de par les circonstances, par une telle révolution qui se solda vraiment par une solution de continuité entre l'ancien et le nouvel organe. A la limite extrême de cette tendance, on retrouve l'*Epoque* qui adopta l'ensemble des formules nouvelles éprouvées par ses prédécesseurs, mais qui, par ses outrances mêmes, compromit définitivement son succès.

Il reste un dernier facteur dont il faut tenir compte, celui de la teinture politique des journaux examinés. En effet, il apparaît que c'est aussi dans la mesure où la couleur politique se fit plus discrète, au profit des rubriques proprement populaires, que nombre de journaux furent assurés d'un certain succès, les lecteurs nouveaux, notamment, s'attachant à celles-ci beaucoup plus qu'à celles-là. Dès lors, se trouverait expliqué le cas d'un *Journal général de France*, bon marché le premier, mais resté politique, face à la *Presse*, au *Siècle*, politiques sans doute, mais de façon vague, empirique, jamais primordiale, précisément pour éviter de s'aliéner des lecteurs. C'est ainsi que progressivement les journaux où la préoccupation politique demeura dominante, perdirent du terrain. L'on peut ainsi constater les positions typiques d'un *National* ou d'une *Gazette de France*, restés, à l'opposé l'un de l'autre, résolument politiques et perdant chacun de leur importance relative, même si le premier conserva ses quatre mille abonnés en gros, tandis que le second voyait le nombre de ses lecteurs diminuer. A ce même point de vue, dans le cadre de certains groupes de journaux de mêmes tendances politiques, les positions varièrent généralement au profit des journaux nouveaux, les moins accusés au point de vue politique, mais devenus les plus populaires, la *Presse* dans le groupe des journaux conservateurs, le *Siècle* dans celui des organes de gauche, l'*Univers* néo-catholique dans le groupe des quotidiens de la droite légitimiste, cela au détriment tant des organes de droite qui défendirent les thèses de Guizot — qui les paya d'ailleurs bien mal en retour — que du *National*, ou plus tard de la *Réforme* ou de la *Démocratie pacifique*, ou que de la *Gazette de France* ou de la *Quotidienne*.

Reste l'exception, tant dans le domaine de la modernisation

de la presse que dans celui du degré de «politisation»: le *Journal des Débats*, lui aussi résolument politique et n'ayant adopté que le roman-feuilleton, puis le grand format. Nous nous sommes déjà en partie exprimé à ce propos: son caractère d'«institution» quasi nationale n'explique-t-il pas la stabilité exceptionnelle de ce journal, indépendamment de l'adoption de quelques formules nouvelles, comme échappant, au moins relativement, aux contingences qu'affrontèrent les autres feuilles, à la manière, toutes proportions gardées, d'une autre «institution», l'officiel *Moniteur Universel*.

Que peut-on tirer finalement de l'examen des pourcentages des abonnements provinciaux dans les tirages globaux? Tout d'abord, la distinction entre les quotidiens proprement parisiens et les journaux à extension nationale. Dans cette première catégorie — moins de 40% d'abonnés provinciaux — on retrouve les gouvernementaux *Messenger des Chambres* et *Moniteur parisien*, le *Moniteur Universel*, les satiriques *Corsaire* et *Charivari*, les nouveaux journaux secondaires de droite *Patrie* et *Esprit Public* et le républicain *Bon Sens*. Dans une catégorie moyenne ayant 40 à 60% d'abonnés provinciaux: deux politiques, les *Débats* et le *Courrier Français*, deux journaux à tendances encyclopédiques, le *Temps* et l'*Epoque* (en se fondant sur le seul pourcentage connu de ce dernier journal), le *Constitutionnel*, politique ancien et refondu populaire, et deux quotidiens secondaires, le *Journal de Paris* et le *Journal du Commerce*. Dans la catégorie de ce qu'on pourrait appeler les journaux nationaux, avec plus de 60% de leur tirage réparti en dehors de Paris, les deux grands journaux populaires, le *Siècle* — très variable d'une année à l'autre — la *Presse* — dépassant, de façon constante, 70% de lecteurs de province — à quoi s'ajoutent le malheureux *Journal général de France*; tous les journaux du groupe légitimiste, les principaux journaux de gauche, et finalement les journaux sans étiquette politique, mais revue des autres quotidiens.

Cette répartition a l'avantage d'indiquer qu'à un certain pourcentage de lecteurs abonnés de province paraît correspondre un certain type de journaux. Aux pourcentages faibles, les journaux dont la diffusion, de par leur nature même, est limitée, qu'il s'agisse des journaux officieux ou officiels ou encore spéciaux. Aux pour-

centages moyens et forts, les journaux populaires et les journaux politiques. Sur ce dernier point, il est intéressant de relever les différences qui existent entre, d'une part, les *Débats* et le *Constitutionnel*, journaux gouvernementaux, qui ont, en gros, entre 50 et 60% d'abonnés extérieurs et les principaux journaux d'opposition qui, tous, dépassent 60% d'abonnés de province, qu'il s'agisse des feuilles légitimistes, où la *Gazette de France* oscille entre 68 et 88%, ou des organes de gauche, comme le *National* qui atteignit 87,5% en 1840, ou encore des journaux populaires à grand tirage qui sont également porteurs d'idées politiques d'opposition. La répartition des influences politiques apparaît ainsi, à l'échelle nationale, donner une place relativement réduite aux porte-paroles gouvernementaux, face aux divers groupes de l'opposition, de la droite légitimiste plus encore que de la droite conservatrice, ou de la gauche qui s'assurèrent des positions importantes en province, face surtout à la *Presse* — plus populaire que conservatrice — au *Siècle* — lui aussi plus populaire que de gauche — qui comptent, tous deux, des chiffres records de lecteurs dans les départements.

Ainsi, sur toute la ligne, se trouvent précisés, grâce à ces chiffres pourtant peu nombreux et à leur analyse sous des angles divers, un aspect primordial d'une évolution de la presse, qui se manifesta par la part dominante prise par une série de journaux nouveaux, un caractère non négligeable de cet événement qui se situa dans ces années de transition entre l'ancienne presse politique et la nouvelle presse populaire, dès lors envahissante. Ainsi se trouverait du même coup prouvée l'utilité de l'exploitation et de l'étude de ces chiffres de tirages. Resteraient à trouver d'autres confirmations de ce phénomène dans une analyse plus complète d'autres aspects de l'histoire de la presse sous la monarchie de Juillet.